

PARTE SECONDA

**ATTI
DEGLI ASSESSORI REGIONALI**

**ASSESSORATO
ISTRUZIONE E CULTURA**

Arrêté n° 7999 du 12 mars 2012,

portant avis de concours pour l'octroi de 8 allocations d'études de 1150,00 euros chacune, y compris les retenues prévues par la loi, en vue de la participation à des cours de perfectionnement linguistique à l'étranger, pendant l'été 2012.

L'ASSESSUR RÉGIONAL
À L'ÉDUCATION ET À LA CULTURE

Omissis

arrête

Un concours est ouvert en vue de l'attribution de 8 allocations d'études de 1150,00 euros chacune, y compris les retenues prévues par la loi, en vue de la participation à des cours de perfectionnement linguistique à l'étranger, pendant l'été 2012, aux termes de l'article 8 de la loi régionale n° 68 du 20 août 1993.

Art. 1^{er}

Allocations d'études au titre de l'été 2012

Sont instituées 8 allocations d'études de 1150,00 euros chacune, y compris les retenues prévues par la loi, destinées à des étudiants et à des élèves des écoles secondaires, en vue de leur participation, pendant l'été 2012, à des cours de perfectionnement linguistique à l'étranger.

Lesdites allocations sont réparties comme suit :

- a) 2 en faveur des élèves des écoles secondaires du premier degré ;
- b) 4 en faveur des élèves des écoles secondaires du deuxième degré ;
- c) 2 en faveur des étudiants.

La durée des cours en question ne saurait être inférieure à dix jours effectifs.

N.B. Les intéressés sont tenus de prendre les accords nécessaires *directement* avec les établissements où ils entendent suivre les cours.

DEUXIÈME PARTIE

**ACTES
DES ASSESSEURS RÉGIONAUX**

**ASSESSORAT
DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE**

Decreto 12 marzo 2012, n. 7999.

Bando di concorso per l'attribuzione di 8 contributi di studio di 1.150,00 euro cadauno, al lordo delle ritenute di legge, per corsi di perfezionamento linguistico all'estero durante l'estate 2012.

L'ASSESSORE REGIONALE
ALL'ISTRUZIONE E CULTURA

Omissis

decreta

È indetto un concorso per l'attribuzione di 8 contributi di studio di euro 1.150,00 cadauno – al lordo delle ritenute di legge – per corsi di perfezionamento linguistico all'estero durante l'estate 2012, previsti dall'art. 8 della legge regionale 20 agosto 1993, n. 68.

Art. 1

Contributi di studio per l'estate 2012

Sono istituiti 8 contributi di studio di euro 1.150,00 cadauno, al lordo delle ritenute di legge, a favore di studenti universitari e di studenti delle scuole secondarie, per la frequenza a corsi di perfezionamento linguistico all'estero, durante l'estate 2012.

I contributi di cui trattasi saranno così ripartiti:

- a) n. 2 contributi a favore di studenti frequentanti scuole secondarie di 1° grado;
- b) n. 4 contributi a favore di studenti frequentanti scuole secondarie di 2° grado;
- c) n. 2 contributi a favore di studenti universitari.

La durata minima dei corsi non potrà essere inferiore a dieci giorni effettivi di corso.

NB: Gli interessati dovranno prendere accordi *direttamente* con gli Istituti presso i quali intendono seguire i corsi di cui trattasi.

Art. 2
Conditions requises

Peut participer au concours en question tout étudiant ou élève qui répond aux conditions suivantes :

- 1) Être résidant en Vallée d'Aoste depuis au moins un an à la date de présentation de sa demande ;
- 2) Appartenir à un foyer dont l'indicateur de la situation économique équivalente (ISEE), calculé sur la base du revenu au titre de 2010 et de la situation patrimoniale au 31 décembre 2011, ne dépasse pas 28 000,00 euros. Aux fins de la délivrance de l'attestation ISEE, il y a lieu de s'adresser à un siège de l'INPS ou à un centre d'assistance fiscale (CAF) agréé. Ladite attestation est délivrée aux termes du décret législatif n° 109 du 31 mars 1998, tel qu'il a été modifié par le décret législatif n° 130 du 3 mai 2000.
- 3) a) (Pour tout étudiant) Être régulièrement inscrit à des cours universitaires. La priorité est donnée aux étudiants du cours « Langues et littératures étrangères » ou d'un cours équivalent. Les étudiants qui redoublent leur année ou qui se trouvent hors cours au titre d'une année intermédiaire ou de la dernière année, dans le cadre de l'ancienne organisation, sont exclus ; il en va de même pour les étudiants qui, dans le cadre de la nouvelle organisation, sont inscrits à une année allant au-delà de la durée légale prévue par leurs cours ;
b) (Pour tout élève des écoles secondaires du deuxième degré) Suivre les cours d'une école secondaire du deuxième degré de la Région ou d'une école secondaire du deuxième degré de l'État ou agréée par l'État n'existant pas en Vallée d'Aoste ; les élèves de dernière année sont exclus ;
c) (Pour tout élève des écoles secondaires du premier degré) Suivre les cours de la troisième année d'une école secondaire du premier degré de la Région ;
- 4) Ne pas avoir bénéficié d'autres allocations analogues dans le cadre du même cours d'études ;
- 5) Ne pas avoir bénéficié d'autres allocations analogues octroyées par l'Administration régionale ou par d'autres organismes.

Art. 3
Dépôt des demandes

Aux fins de la participation au concours en cause, les représentants légaux des élèves/étudiants – ou ces derniers, s'ils sont majeurs – doivent remettre en mains propres une demande, rédigée sur le formulaire prévu à cet effet, à l'Assessorat régional de l'éducation et de la culture – 250, rue Saint-Martin-de-Corléans, AOSTE – au plus tard le 13 avril 2012, 12 h, sous peine d'exclusion.

Art. 2
Requisiti di ammissione

Possono partecipare gli studenti che:

- 1) siano residenti in Valle d'Aosta da almeno un anno alla data di presentazione della domanda;
- 2) appartengano ad un nucleo familiare il cui Indicatore della Situazione Economica Equivalente (ISEE), calcolato in base al reddito prodotto nell'anno 2010 ed alla situazione patrimoniale al 31 dicembre 2011, non sia superiore a 28.000,00 euro. Per il rilascio dell'attestazione ISEE è necessario rivolgersi ad una sede INPS oppure ad un Centro di Assistenza Fiscale (CAF) autorizzato. Tale attestazione è rilasciata ai sensi del decreto legislativo 31 marzo 1998, n. 109, come modificato dal decreto legislativo 3 maggio 2000, n. 130;
- 3) a) (per gli studenti universitari) siano iscritti ad un regolare corso di laurea, con precedenza agli studenti iscritti a "Lingue e letterature straniere" o a un corso equipollente. Sono esclusi i ripetenti, i fuori corso intermedio e finale, per i corsi che seguono il vecchio ordinamento; sono altresì esclusi gli iscritti oltre la durata legale prevista dai rispettivi ordinamenti didattici, per i corsi che seguono il nuovo ordinamento;
b) (per gli studenti delle scuole secondarie di 2° grado, esclusi gli studenti delle ultime classi) frequentino scuole secondarie di 2° grado della Regione o scuole secondarie di 2° grado statali o paritarie di tipo od indirizzo non esistente in Valle d'Aosta;
c) (per gli studenti delle scuole secondarie di 1° grado) frequentino la terza media.
- 4) non abbiano già beneficiato in passato, nello stesso corso di studi, di analoghi contributi;
- 5) non siano beneficiari di analoghi contributi erogati dall'Amministrazione regionale o da altri enti.

Art. 3
Modalità di presentazione delle domande

Il legale rappresentante dello studente, o lo studente stesso se maggiorenne, deve presentare la domanda di partecipazione al concorso redatta su apposito modulo all'Assessorato Istruzione e Cultura – Corso Saint-Martin-de-Corléans, 250 – AOSTA entro le ore 12,00 del giorno 13 aprile 2012 se recapitata a mano, pena l'esclusione.

La demande peut être également envoyée par lettre recommandée; en l'occurrence, le respect du délai de présentation est attesté par le cachet apposé par le bureau postal expéditeur, indépendamment de l'heure de départ.

La signature du demandeur doit être apposée en présence du fonctionnaire compétent; dans le cas contraire, le signataire doit joindre à sa demande la photocopie d'une pièce d'identité en cours de validité, *sous peine d'exclusion*.

La demande doit être assortie, *sous peine d'exclusion*, de l'attestation ISEE (déclaration des revenus 2010 et situation patrimoniale au 31 décembre 2011).

Art. 4
Critères d'attribution des allocations

Après avoir vérifié si les demandeurs répondent aux conditions requises, les bureaux compétents dressent une liste d'aptitude pour chaque ordre d'école, par ordre croissant d'ISEE.

Au cas où quelques-unes des allocations réparties au sens de l'article 1er ci-dessus ne seraient pas attribuées, elles sont destinées, par acte du dirigeant compétent, aux autres catégories d'élèves/étudiants, proportionnellement à la répartition susmentionnée et, en tout état de cause, jusqu'à concurrence de 8 allocations.

Art. 5
Délai de dépôt des demandes et documentation nécessaire pour la liquidation des allocations

Les allocations en cause sont liquidées par un acte du dirigeant compétent à la fin des cours, sur présentation, au plus tard le *21 septembre 2012*, d'un certificat de participation et d'un rapport, rédigé en italien ou en français, sur le type de cours suivi et sur l'activité exercée dans le cadre dudit cours; le certificat de participation doit indiquer les dates du cours. *Par ailleurs, le rapport doit indiquer les coûts du cours et du voyage.*

S'il appert dudit certificat que l'élève/étudiant bénéficiaire de l'allocation n'a pas suivi un cours de langues, l'allocation en cause n'est pas liquidée. Il en va de même s'il appert dudit certificat que le cours a eu une durée effective de moins de dix jours.

Au sens de la lettre c du premier alinéa de l'article 50 du texte unique en matière d'impôt sur les revenus, l'allocation d'études en cause est assimilée aux revenus provenant d'un travail salarié.

Art. 6
Contrôles et sanctions

Aux termes des dispositions en vigueur, l'Administration régionale peut décider à tout moment d'effectuer des

La domanda può essere inoltrata anche a mezzo posta per raccomandata; in tal caso, per il rispetto del termine di scadenza, fa fede la data del timbro postale di partenza, indipendentemente dall'orario di partenza.

La firma del richiedente potrà essere apposta in presenza del dipendente competente; in caso contrario deve essere allegata copia fotostatica di un documento di identità, in corso di validità, del sottoscrittore, *pena l'esclusione*.

La domanda deve essere corredata, *pena l'esclusione*, dell'attestazione ISEE (dichiarazione dei redditi 2010 e situazione patrimoniale al 31 dicembre 2011).

Art. 4
Criteri di assegnazione dei contributi

Gli uffici competenti, dopo aver accertato nei confronti di ciascun richiedente l'esistenza delle condizioni di ammissibilità, procederanno alla formazione di distinte graduatorie per ogni ordine di scuola, formate in modo crescente sulla base dell'ISEE.

Nel caso in cui il numero dei richiedenti ammessi non sia sufficiente per l'assegnazione di tutti i contributi secondo la ripartizione prevista dall'art. 1, si provvederà alla redistribuzione dei contributi rimanenti tra le altre categorie di studenti mantenendo la stessa proporzione di ripartizione, fermo restando il limite massimo di 8 contributi.

Art. 5
Scadenza e documentazione per la liquidazione dei contributi

I contributi di studio saranno liquidati con provvedimento dirigenziale al termine dei corsi, su presentazione, entro il *21 settembre 2012*, di un certificato di frequenza e di una relazione, redatta in italiano o in francese, sulla tipologia di corso frequentato e sull'attività svolta nell'ambito del corso stesso. Il certificato di frequenza deve indicare le date di effettuazione del corso. *La relazione deve contenere indicazioni sui costi del corso frequentato e del relativo viaggio.*

Qualora dall'attestato risulti che lo studente beneficiario del contributo non ha seguito corsi di lingua, non si procederà alla liquidazione del beneficio di cui trattasi. Il contributo non sarà inoltre liquidato qualora dall'attestato risulti che il corso abbia avuto una durata effettiva inferiore a dieci giorni.

Ai sensi dell'art. 50, comma 1, lettera c), del testo unico in materia di imposta sui redditi, i contributi di studio sono equiparati ai redditi da lavoro dipendente.

Art. 6
Accertamenti e sanzioni

L'Amministrazione regionale, ai sensi delle disposizioni vigenti, dispone in ogni momento le necessarie verifiche per

contrôles, éventuellement au hasard, afin de s'assurer de la véracité des déclarations susmentionnées.

Les candidats qui se seraient rendus coupables de déclaration mensongère afin de bénéficier des allocations d'études déchoient du droit aux bénéfices éventuellement obtenus en vertu des dites déclarations et sont punis aux termes des lois en vigueur en la matière.

Fait à Aoste, le 12 mars 2012.

L'assesseur,
Laurent VIÉRIN

Arrêté n° 8001 du 12 mars 2012,

portant avis de concours pour l'attribution d'une bourse d'études de 500,00 euros à la mémoire du professeur Jules BROCHEREL à un élève méritant du lycée technique commercial et pour géomètres d'AOSTE ou du lycée technique commercial, pour géomètres et professionnel de CHÂTILLON (filiale «comptables et géomètres»).

L'ASSESSUR RÉGIONAL
À L'ÉDUCATION ET À LA CULTURE

Omissis

arrête

Art. 1^{er}

Un concours est ouvert en vue de l'attribution d'une bourse d'études de 500,00 euros, y compris les éventuelles retenues prévues par la loi, à la mémoire du professeur Jules BROCHEREL à un élève méritant du Lycée technique commercial et pour géomètres d'AOSTE ou du Lycée technique commercial, pour géomètres et professionnel de CHÂTILLON (filiale «Comptables et géomètres»), inscrit au titre de l'année scolaire 2011/2012.

Art. 2

Peut participer au concours en question tout élève qui répond aux conditions suivantes:

- a) Être résidant en Vallée d'Aoste depuis au moins un an à la date de présentation de sa demande;
- b) Avoir été admis à la classe qu'il fréquente auprès du Lycée technique commercial et pour géomètres d'AOSTE ou du Lycée technique commercial, pour géomètres et professionnel de CHÂTILLON (filiale «Comptables et géomètres») avec une moyenne de 7/10 au moins ou, s'il s'agit d'un élève de première, avec une note finale de 8/10 au moins.

controllare la veridicità delle dichiarazioni fatte avvalendosi anche dei controlli a campione.

Coloro che rilasciano dichiarazioni non veritiere decadono dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base delle dichiarazioni non veritiere e sono puniti ai sensi delle leggi vigenti in materia.

Aosta, 12 marzo 2012.

L'Assessore
Laurent VIÉRIN

Decreto 12 marzo 2012, n. 8001.

Bando di concorso per l'assegnazione di una borsa di studio di euro 500,00 istituita alla memoria del Prof. Jules BROCHEREL a favore di uno studente meritevole frequentante l'Istituzione scolastica di istruzione tecnica commerciale e per geometri di AOSTA o l'Istituzione scolastica di istruzione tecnica commerciale e per geometri e professionale, Indirizzo ragionieri e geometri, di CHÂTILLON.

L'ASSESSORE
ALL'ISTRUZIONE E CULTURA

Omissis

decreta

Art. 1

È bandito un concorso per l'assegnazione di una borsa di studio di euro 500,00, al lordo delle eventuali ritenute di legge, istituita alla memoria del Prof. Jules BROCHEREL, a favore di uno studente meritevole frequentante, nell'anno scolastico 2011/2012, l'Istituzione scolastica di istruzione tecnica commerciale e per geometri di AOSTA o l'Istituzione scolastica di istruzione tecnica commerciale e per geometri e professionale, indirizzo ragionieri e geometri, di CHÂTILLON.

Art. 2

Possono partecipare al concorso gli studenti che:

- a) siano residenti in Valle d'Aosta da almeno un anno alla data di presentazione della domanda;
- b) abbiano conseguito la promozione alla classe che frequentano presso l'Istituzione scolastica di istruzione tecnica commerciale e per geometri di AOSTA o l'Istituzione scolastica di istruzione tecnica commerciale e per geometri e professionale, indirizzo ragionieri e geometri, di CHÂTILLON, riportando una media di almeno 7/10 di profitto, oppure abbiano superato l'esame di Stato conclusivo del primo ciclo d'istruzione con una votazione finale di almeno 8/10.

La note de religion n'est pas prise en compte aux fins du calcul de la moyenne;

- c) Ne pas avoir bénéficié d'autres allocations analogues octroyées par l'Administration régionale ou par d'autres organismes.

Art. 3

Aux fins de la participation au concours en cause, les représentants légaux des élèves – ou ces derniers, s'ils sont majeurs – doivent remettre en mains propres une demande, rédigée sur le formulaire prévu à cet effet, à l'Assessorat régional de l'éducation et de la culture – 250, rue Saint-Martin-de-Corléans, AOSTE – au plus tard le 20 avril 2012, 12 h, sous peine d'exclusion.

La demande peut être également envoyée par lettre recommandée; en l'occurrence, le respect du délai de présentation est attesté par le cachet apposé par le bureau postal expéditeur.

La signature du demandeur doit être apposée en présence du fonctionnaire compétent; dans le cas contraire, le signataire doit joindre à sa demande la photocopie d'une pièce d'identité en cours de validité, sous peine d'exclusion.

Art. 4

La liste d'aptitude est établie d'office suivant le mérite. À égalité de mérite, ladite liste est établie sur la base des conditions économiques de l'élève, qui sont appréciées compte tenu de l'attestation de l'indicateur de la situation économique et patrimoniale équivalente (ISEE) relative au revenu 2010 et au patrimoine au 31 décembre 2011 du foyer dudit élève. Ladite liste d'aptitude est établie par ordre croissant d'ISEE. À cet effet, les bureaux compétents de l'Assessorat de l'éducation et de la culture demandent la photocopie de ladite attestation qui doit parvenir dans les 15 jours qui suivent la date de la requête y afférente, sous peine d'exclusion.

Pour obtenir l'attestation ISEE, les intéressés doivent s'adresser à l'INPS ou bien à un centre d'assistance fiscale (CAF) qui délivrera ladite attestation au sens du décret législatif n° 109 du 31 mars 1998, tel qu'il a été modifié par le décret législatif n° 130 du 3 mai 2000.

Art. 5

La bourse d'étude est attribuée suivant l'ordre de la liste d'aptitude visée à l'art. 4 ci-dessus et liquidée par acte du dirigeant compétent.

Au sens de la lettre c) du premier alinéa de l'art. 50 du texte unique en matière d'impôts sur les revenus, la bourse d'études en cause est assimilée aux revenus provenant d'un travail salarié.

Non è computato, ai fini della media, il voto riportato in religione;

- c) non siano beneficiari di analoghi contributi erogati dall'Amministrazione regionale o da altri enti.

Art. 3

Il legale rappresentante dello studente, o lo studente stesso se maggiorenne, deve presentare la domanda di partecipazione al concorso, redatta su apposito modulo, all'Assessorato regionale dell'istruzione e cultura, Corso Saint-Martin-de-Corléans, 250 – AOSTA, entro le ore 12,00 del 20 aprile 2012 se recapitata a mano, pena l'esclusione.

La domanda può essere inoltrata anche a mezzo posta per raccomandata; in tal caso, per il rispetto del termine di scadenza, fa fede la data del timbro postale di partenza.

La firma del richiedente può essere apposta in presenza del dipendente addetto; in caso contrario deve essere allegata copia fotostatica di un documento di identità, in corso di validità, del sottoscrittore, pena l'esclusione.

Art. 4

Alla formazione della graduatoria degli idonei si provvede d'ufficio secondo il merito. A parità di merito, la posizione in graduatoria è determinata con riferimento alla situazione economica e patrimoniale familiare individuata sulla base dell'attestazione dell'Indicatore della situazione economica equivalente (I.S.E.E.), riferita al reddito prodotto nell'anno 2010 ed al patrimonio posseduto al 31 dicembre 2011. Detta graduatoria è ordinata in modo crescente sulla base dell'I.S.E.E. A tal fine gli uffici competenti dell'Assessorato dell'istruzione e cultura provvederanno a richiedere copia della suddetta attestazione, che dovrà pervenire entro 15 giorni dalla richiesta, pena l'esclusione.

Ai sensi del decreto legislativo 31 marzo 1998, n. 109, come modificato dal decreto legislativo 3 maggio 2000, n. 130, per il rilascio dell'attestazione I.S.E.E. è necessario rivolgersi ad una sede I.N.P.S. oppure ad un Centro di assistenza fiscale (C.A.F.).

Art. 5

La borsa di studio è assegnata secondo l'ordine della graduatoria di cui all'art. 4 e liquidata con provvedimento dirigenziale.

La borsa di studio è considerata, ai sensi dell'art. 50, comma 1, lett. c) del Testo unico delle imposte sui redditi, reddito assimilato a quello di lavoro dipendente.

Art. 6

Le lauréat a le droit de bénéficier de la bourse d'études tant qu'il suit les cours du lycée auquel il est inscrit et à condition que chaque année il soit admis à la classe suivante avec une moyenne de 7/10 au moins; la bourse en question est confirmée chaque année par acte du dirigeant compétent.

Fait à Aoste, le 12 mars 2012.

L'assesseur,
Laurent VIÉRIN

**ATTI
DEI DIRIGENTI REGIONALI**

**ASSESSORATO
ATTIVITÀ PRODUTTIVE**

Provvedimento dirigenziale 14 marzo 2012, n. 1099.

Iscrizione, ai sensi dell'art. 33 della L.R. 5 maggio 1998, n. 27 e successive modificazioni, della società cooperativa «Equoidea - Società Cooperativa Sociale Onlus», con sede in LA THUILE, nell'albo regionale delle cooperative sociali.

IL DIRETTORE DELLA DIREZIONE
ATTIVITÀ PRODUTTIVE
E COOPERAZIONE

Omissis

decide

1. di iscrivere, ai sensi dell'art. 33 della L.R. 27/1998 e successive modificazioni, la società cooperativa «Equoidea - Società Cooperativa Sociale Onlus», con sede legale in LA THUILE, località Pera Carà n. 28/42, codice fiscale n. 05609520480, al n. 24 della Sezione B (svolgimento di attività diverse, agricole, industriali, commerciali o di servizio, finalizzate all'inserimento lavorativo di persone svantaggiate) dell'Albo regionale delle cooperative sociali di cui all'art. 32 della L.R. 27/1998 e successive modificazioni, con decorrenza dalla data del presente provvedimento;
2. di pubblicare per estratto, ai sensi dell'art. 33, comma 6, della L.R. 27/1998, e successive modificazioni, il presente provvedimento nel Bollettino Ufficiale della Regione Autonoma Valle d'Aosta.

L'Estensore
Rino BROCHET

Il Direttore
Rino BROCHET

Art. 6

Il vincitore conserverà il diritto alla fruizione della borsa di studio sino al termine del corso di studi presso l'Istituto frequentato, purché consegua annualmente la promozione alla classe superiore, ottenendo una votazione media complessiva di almeno 7/10; la conferma del beneficio sarà adottata ogni anno con provvedimento dirigenziale.

Aosta, 12 marzo 2012.

L'Assessore
Laurent VIÉRIN

**ACTES
DES DIRIGEANTS DE LA RÉGION**

**ASSESSORAT
DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES**

Acte du dirigeant n° 1099 du 14 mars 2012,

portant immatriculation de la coopérative «Equoidea - Société Coopérative Sociale Onlus», dont le siège social est à LA THUILE, au Registre régional des coopératives d'aide sociale, aux termes de l'art. 33 de la LR n° 27 du 5 mai 1998 modifiée.

LE DIRECTEUR
DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES
ET DE LA COOPÉRATION

Omissis

décide

1. Aux termes de l'art. 33 de la LR n° 27/1998 modifiée, la coopérative «Equoidea - Société Coopérative Sociale Onlus», dont le siège social est à LA THUILE, 28/42, hameau de Pera Carrà, code fiscal 05609520480, est immatriculée sous le n° 24 de la section B (Activités agricoles, industrielles et commerciales ou services visant à l'insertion professionnelle des personnes défavorisées) du Registre régional des coopératives d'aide sociale visé à l'art. 32 de la LR n° 27/1998 modifiée, à compter de la date du présent acte;
2. Aux termes du sixième alinéa de l'art. 33 de la LR n° 27/1998 modifiée, le présent acte est publié par extrait au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Le rédacteur,
Rino BROCHET

Le directeur,
Rino BROCHET

**ASSESSORATO
TERRITORIO E AMBIENTE**

Provvedimento dirigenziale 13 marzo 2012, n. 1078.

Autorizzazione alla *Società cooperativa elettrica Gignod*, ai sensi della L.R. 8/2011, alla costruzione e all'esercizio dell'ampliamento dell'impianto elettrico interrato a 15 kv tra le località La Crétaz e Meysettaz e allo spostamento di tratti di linea mt esistenti, nel Comune di SAINT-CHRISTOPHE - linea n. 0361.

IL DIRETTORE DELLA DIREZIONE AMBIENTE

Omissis

decide

1. di autorizzare la *Società cooperativa elettrica Gignod*, fatti salvi i diritti di terzi, a costruire in via definitiva e ad esercire in via provvisoria, come da piano tecnico presentato in data 21 dicembre 2011, l'ampliamento dell'impianto a 15 kV interrato tra le località La Crétaz e Meysettaz, comprensivo delle due nuove cabine denominate "Crétaz" e "VVF", e nello spostamento di tratti di linea esistenti in comune di SAINT-CHRISTOPHE nel rispetto delle condizioni e delle prescrizioni indicate dai soggetti riportati in premessa, nonché nel rispetto dei seguenti adempimenti:
 - a) adottare, sotto la propria responsabilità, tutte le misure tecniche e di sicurezza stabilite dalla normativa vigente per la costruzione, l'esercizio e la variazione dei tracciati degli elettrodotti;
 - b) trasmettere alla Direzione ambiente le dichiarazioni di inizio e di fine dei lavori;
 - c) provvedere all'accatastamento delle cabine e di eventuali altri manufatti edilizi;
 - d) trasmettere alla Direzione ambiente e all'ARPA la dichiarazione di regolare entrata in esercizio degli elettrodotti oggetto di intervento e delle opere accessorie.
2. che l'autorizzazione di cui al punto 1. è subordinata alle seguenti condizioni e prescrizioni:
 - a) l'autorizzazione definitiva all'esercizio dell'impianto elettrico sarà rilasciata con provvedimento dirigenziale e sarà subordinata alla stipulazione degli atti di sottomissione di cui all'articolo 120 del R.D. 11 dicembre 1933, n. 1775, al consenso all'esercizio da parte dell'Amministrazione delle Poste e delle Comunicazioni – *Circolo delle costruzioni telegrafiche e te-*

**ASSESSORAT
DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Acte du dirigeant n° 1078 du 13 mars 2012,

autorisant *Società cooperativa elettrica Gignod*, au sens de la LR n° 8/2011, à construire et à exploiter le nouveau tronçon de la ligne électrique souterraine de 15 kV entre La Crétaz et Meysattaz et à déplacer des tronçons de ligne MT, dans la commune de SAINT-CHRISTOPHE - dossier n° 0361.

LE DIRECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Omissis

décide

1. Sans préjudice des droits des tiers, *Società cooperativa elettrica Gignod* est autorisée à construire à titre définitif et à exploiter à titre provisoire, suivant le plan technique présenté le 21 décembre 2011, le nouveau tronçon de la ligne électrique souterraine de 15 kV entre La Crétaz et Meysattaz, comprenant les deux nouveaux postes dénommés «Crétaz» et «VVF», et à déplacer des tronçons de ligne MT, dans la commune de SAINT-CHRISTOPHE, dans le respect des conditions et des prescriptions indiquées par les personnes publiques et privées mentionnées au préambule du présent acte, ainsi que des obligations suivantes:
 - a) Toutes les mesures techniques et de sécurité fixées par la législation en vigueur en matière de construction et d'exploitation des lignes électriques, ainsi que de modification du tracé de celles-ci, doivent être adoptées par *Società cooperativa elettrica Gignod*, sous sa responsabilité;
 - b) Les déclarations d'ouverture et de fermeture de chantier doivent être transmises à la Direction de l'environnement;
 - c) Les postes et les autres éventuelles constructions doivent être inscrits au cadastre;
 - d) La déclaration de mise en service de la ligne électrique en cause et des ouvrages accessoires doit être transmise à la Direction de l'environnement et à l'ARPE.
2. La délivrance de l'autorisation visée au point 1 ci-dessus est subordonnée au respect des dispositions ci-après:
 - a) L'autorisation définitive d'exploiter la ligne est délivrée par acte du dirigeant à la suite de l'établissement des actes de soumission visés à l'art. 120 du DR n° 1775 du 11 décembre 1933, à l'accord de l'administration des postes et des communications – *Circolo delle costruzioni telegrafiche e telefoniche* de TURIN – ainsi qu'au résultat positif de l'essai prévu par l'art.

lefoniche di TORINO – nonché all'esito favorevole del collaudo, così come disciplinato dall'art. 11 della legge regionale n. 8/2011;

- b) tutte le opere occorrenti per la costruzione e l'esercizio dell'impianto elettrico sono dichiarate di pubblica utilità, urgenti ed indifferibili, ai sensi dell'articolo 12 della legge regionale n. 8/2011;
- c) i lavori e le eventuali operazioni relativi a pratiche di esproprio o di asservimento coattivo, dovranno avere inizio entro due anni dalla data di emissione del presente provvedimento ed essere ultimati entro cinque anni dalla medesima data;
- d) entro sei mesi dalla data del presente provvedimento la società *Società cooperativa elettrica Gignod* dovrà presentare alla Direzione Espropriazioni e Patrimonio, della Regione Autonoma Valle d'Aosta, a norma dell'articolo 116 del Testo Unico delle disposizioni di legge sulle acque e sugli impianti elettrici, i piani particolareggiati dei tratti di linea interessanti la proprietà privata per i quali è necessario procedere ai sensi del D.P.R. 8 giugno 2001, n. 327 e della legge regionale 2 luglio 2004, n. 11;
- e) l'autorizzazione s'intende accordata con salvezza dei diritti di terzi e sotto l'osservanza di tutte le disposizioni vigenti in materia di linee elettriche di trasmissione e distribuzione di energia, nonché delle speciali prescrizioni delle singole Amministrazioni interessate;
- f) in conseguenza la *Società cooperativa elettrica Gignod* viene ad assumere la piena responsabilità per quanto riguarda i diritti di terzi e gli eventuali danni causati dalla costruzione e dall'esercizio della linea elettrica, sollevando l'Amministrazione regionale da qualsiasi pretesa o molestia da parte di terzi che si ritenessero danneggiati;
- g) la *Società cooperativa elettrica Gignod* dovrà eseguire, anche durante l'esercizio dell'impianto elettrico, le eventuali nuove opere o modifiche che, a norma di legge, venissero prescritte per la tutela dei pubblici e privati interessi, entro i termini che saranno all'uso stabiliti e con le comminatorie di legge in caso di inadempimento nonché effettuare, a fine esercizio, lo smantellamento ed il recupero delle linee con sistemazione ambientale delle aree interessate dagli scavi e dalla palificazione;
- h) contro il presente provvedimento è ammesso ricorso gerarchico alla Giunta regionale da inoltrarsi, da parte del destinatario, entro trenta giorni dalla data di notificazione o in ogni caso dalla conoscenza avutane;
- i) il presente provvedimento sarà pubblicato sul Bollettino ufficiale della Regione. Tutte le spese inerenti

11 de la loi régionale n° 8/2011 ;

- b) Tous les ouvrages nécessaires à la construction et à l'exploitation de la ligne en question sont déclarés d'utilité publique, urgents et injournables, aux termes de l'art. 12 de la loi régionale n° 8/2011 ;
- c) Les travaux et les éventuelles démarches afférentes aux expropriations ou aux servitudes légales doivent être entrepris dans le délai de deux ans à compter de la date du présent acte et achevés dans le délai de cinq ans à compter de la même date ;
- d) Dans les six mois suivant la date du présent acte, *Société coopérative électrique Gignod* doit présenter à la Direction des expropriations et du patrimoine de la Région autonome Vallée d'Aoste, conformément à l'art. 116 du texte unique des dispositions législatives sur les eaux et les installations électriques, les plans détaillés des tronçons de ligne intéressant la propriété privée pour lesquels il est nécessaire de respecter les dispositions du DPR n° 327 du 8 juin 2001 et de la loi régionale n° 11 du 2 juillet 2004 ;
- e) L'autorisation est réputée accordée dans le respect des droits des tiers et de toutes les dispositions en vigueur en matière de lignes électriques de transmission et de distribution d'énergie, ainsi que des prescriptions spéciales des différentes administrations intéressées ;
- f) Par conséquent, *Société coopérative électrique Gignod* se doit d'assumer toute responsabilité en ce qui concerne les droits des tiers et les dommages éventuels causés par la construction et l'exploitation de la ligne électrique susdite, en déchargeant l'Administration régionale de toute prétention ou poursuite de la part de tiers pouvant s'estimer lésés ;
- g) *Société coopérative électrique Gignod* demeure dans l'obligation d'exécuter, même durant l'exploitation de la ligne, tous ouvrages ultérieurs ou modifications qui, en vertu de la loi, pourraient être prescrits en vue de la sauvegarde des intérêts publics et privés – et ce, dans les délais qui seront fixés à cet effet et avec les sanctions prévues par la loi en cas d'inobservation – et de procéder, à la fin de l'exploitation, au démantèlement et à la récupération de la ligne électrique, ainsi qu'à la remise en état des sites intéressés par les fouilles et par la pose des poteaux ;
- h) Le destinataire peut introduire un recours hiérarchique contre le présent acte devant le Gouvernement régional dans les trente jours qui suivent la notification ou la prise de connaissance de celui-ci ;
- i) Le présent acte est publié au Bulletin officiel de la Région. Toutes les dépenses afférentes à la présente

alla presente autorizzazione sono a carico della *Società cooperativa elettrica Gignod*.

L'Estensore
Maria Rosa BÉTHAZ

Il Direttore
Fulvio BOVET

Allegata corografia omissis.

DELIBERAZIONI DELLA GIUNTA E DEL CONSIGLIO REGIONALE

GIUNTA REGIONALE

Deliberazione 16 dicembre 2011, n. 3017.

Approvazione della vendita di reliquati idrici siti in comune di PRÉ-SAINT-DIDIER, in località Verrand, censiti al catasto terreni al f. 3, particelle nn. 1346-1347 e 1348 ai sigg. MORPURGO Mario, MORPURGO Carlo, MORPURGO Annapia, BALTARO Paolo, BELLINGERI Maurilio e VEZZA Giuseppe, ai sensi della L.R. n.12/1997. Accertamento ed introito di somma.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- di approvare la vendita dei reliquati idrici siti in comune di PRÉ-SAINT-DIDIER, censiti al catasto terreni al Foglio 3, come segue:
 - particella n. 1346 di una superficie pari a mq. 25, per un importo complessivo di Euro 15.000,00 (quindicimila/00) a favore dei sigg. MORPURGO Mario (cod. G5467), MORPURGO Carlo (cod. G5470), MORPURGO Annapia (cod. G5468), BELLINGERI Maurilio (cod. G5472) e VEZZA Giuseppe (cod. G5471);
 - particella n. 1347 di una superficie pari a mq. 14, per un importo complessivo di Euro 8.400,00 (ottomilaquattrocento/00) a favore dei sigg. MORPURGO Mario (cod. G5467), MORPURGO Carlo (cod. G5470), MORPURGO Annapia (cod. G5468), e VEZZA Giuseppe (cod. G5471);
 - particella n. 1348 di una superficie pari a mq. 11, per un importo complessivo di Euro 6.600,00 (seimilaseicento/00) a favore dei sigg. BELLINGERI Maurilio (cod. G5472) e BALTARO Paolo (cod. G5473);
- di accertare e di introitare per l'anno 2011 per la vendita dei reliquati idrici siti in comune di PRÉ-SAINT-DIDIER, censiti al catasto terreni al Foglio 3, particelle nn.

autorisation sont à la charge de *Société coopérative électrique Gignod*.

Le rédacteur,
Maria Rosa BÉTHAZ

Le directeur,
Fulvio BOVET

Les annexes ne sont pas publiées.

DÉLIBÉRATIONS DU GOUVERNEMENT ET DU CONSEIL RÉGIONAL

GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Délibération n° 3017 du 16 décembre 2011,

portant approbation de la vente d'anciens lits de cours d'eau situés à Verrand, dans la commune de PRÉ-SAINT-DIDIER, et inscrits au cadastre des terrains, feuille n° 3, parcelles n° 1346, 1347 et 1348, à Mme Annapia MORPURGO et MM. Mario MORPURGO, Carlo MORPURGO, Paolo BALTARO, Maurilio BELLINGERI et Giuseppe VEZZA, aux termes de la LR n° 12/1997, ainsi que constatation et recouvrement de la somme y afférente.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- Est approuvée la vente d'anciens list de cours d'eau situés dans la commune de PRÉ-SAINT-DIDIER et inscrits à la feuille n° 3 du cadastre des terrains comme suit:
 - parcelle n° 1346 (25 m²), au prix de 15 000,00 € (quinze mille euros et zéro centime), à Mme Annapia MORPURGO (code G5468) et à MM. Mario MORPURGO (code G5467), Carlo MORPURGO (code G5470), Maurilio BELLINGERI (code G5472) et Giuseppe VEZZA (code G5471);
 - parcelle n° 1347 (14 m²), au prix de 8 400,00 € (huit mille quatre cents euros et zéro centime), à Mme Annapia MORPURGO (code G5468) et à MM. Mario MORPURGO (code G5467), Carlo MORPURGO (code G5470) et Giuseppe VEZZA (code G5471);
 - parcelle n° 1348 (11 m²), au prix de 6 600,00 € (six mille six cents euros et zéro centime), à MM. Maurilio BELLINGERI (code G5472) et Paolo BALTARO (code G5473);
- Les sommes suivantes sont constatées et inscrites, pour 2011, au chapitre 10200 (Recettes de ventes de biens immeubles), détail 6294, du budget de gestion 2011/2013

1346, 1347 e 1348, al capitolo 10200 (Proventi vendite beni immobili) rich. 6294 del bilancio di gestione della Regione per il triennio 2011/2013:

- la somma di Euro 15.000,00 (quindicimila/00) da parte dei sigg. MORPURGO Mario (cod. G5467), MORPURGO Carlo (cod. G5470), MORPURGO Annapia (cod. G5468), BELLINGERI Maurilio (cod. G5472) e VEZZA Giuseppe (cod. G5471);
 - la somma di Euro 8.400,00 (ottomilaquattrocento/00) da parte dei sigg. MORPURGO Mario (cod. G5467), MORPURGO Carlo (cod. G5470), MORPURGO Annapia (cod. G5468), e VEZZA Giuseppe (cod. G5471);
 - la somma di Euro 6.600,00 (seimilaseicento/00) da parte dei sigg. BELLINGERI Maurilio (cod. G5472) e BALTARO Paolo (cod. G5473);
3. di onerare la parti acquirenti di tutte le spese di stipulazione, registrazione e trascrizione dell'atto conseguenti al presente provvedimento e di ogni altra spesa accessoria;
 4. di dare atto che è in facoltà del Presidente della Giunta od, eventualmente, in caso di delega, della Dr.ssa Stefania MAGRO, dirigente del Servizio contratti immobiliari, che interverrà alla stipulazione dell'atto di cui trattasi, autorizzare l'inserzione nello stesso delle precisazioni, rettifiche ed aggiunte che il Notaio riterrà necessarie per il perfezionamento del rogito;
 5. di dare atto che il presente provvedimento sarà pubblicato per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione ai sensi dell'art. 829 del c.c. e che lo stesso sarà trasmesso al Dipartimento difesa del suolo e risorse idriche per quanto di competenza.

Deliberazione 2 marzo 2012, n. 446.

Variazione al bilancio di previsione della Regione per il triennio 2012/2014 e conseguente modifica al bilancio di gestione in attuazione del programma annuale degli interventi di politiche attive del lavoro, delle azioni di formazione professionale, delle attività di orientamento e di sviluppo delle azioni per favorire l'impiego e l'occupazione di cui alla deliberazione della Giunta Regionale n. 44 del 13 gennaio 2012 e al provvedimento della Direzione Agenzia Regionale del Lavoro n. 890 del 29 febbraio 2012.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

de la Région, en vertu de la vente d'anciens lits de cours d'eau situés dans la commune de PRÉ-SAINT-DIDIER et inscrits au cadastre des terrains à la feuille n° 3, parcelles n° 1346, 1347 et 1348:

- 15 000,00€ (quinze mille euros et zéro centime), versés par Mme Annapia MORPURGO (code G5468) et MM. Mario MORPURGO (code G5467), Carlo MORPURGO (code G5470), Maurilio BELLINGERI (code G5472) et Giuseppe VEZZA (code G5471);
 - 8 400,00€ (huit mille quatre cents euros et zéro centime), par Mme Annapia MORPURGO (code G5468) et MM Mario MORPURGO (code G5467), Carlo MORPURGO (code G5470) et Giuseppe VEZZA (code G5471);
 - 6 600,00€ (six mille six cents euros et zéro centime), par MM. Maurilio BELLINGERI (code G5472) et Paolo BALTARO (code G5473);
3. Les dépenses afférentes à la passation, à l'enregistrement et à la transcription de l'acte découlant de la présente délibération, ainsi que toute autre dépense complémentaire, sont à la charge des acheteurs;
 4. Le président de la Région – ou, en cas de délégation de signature, Mme Stefania MAGRO, dirigeante du Service des contrats immobiliers qui participera à la passation de l'acte en cause – a la faculté d'autoriser l'insertion dans ledit acte des précisions, rectifications et adjonctions que le notaire estimerait nécessaires à l'établissement de ce dernier;
 5. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région, au sens de l'art. 829 du code civil, et transmise au Département de la protection des sols et des ressources hydriques aux fins de l'accomplissement des obligations qui incombent à celui-ci.

Délibération n° 446 du 2 mars 2012,

rectifiant le budget prévisionnel 2012/2014 et le budget de gestion de la Région du fait de l'application du programme annuel des mesures relevant des politiques de l'emploi et des actions de formation professionnelle, d'orientation et de développement des services pour l'emploi visées à la délibération du Gouvernement régional n° 44 du 13 janvier 2012 et à l'acte du dirigeant de l'Agence régionale de l'emploi n° 890 du 29 février 2012.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione della Regione per il triennio 2012/2014 come da allegato alla presente deliberazione;
- 2) di modificare, come indicato nell'allegato alla presente deliberazione, il bilancio di gestione approvato con deliberazione della Giunta regionale n. 3075 in data 23 dicembre 2011;
- 3) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che il presente atto sia pubblicato per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmesso al Consiglio regionale entro quindici giorni dalla sua adozione.

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel 2012/2014 de la Région sont approuvées telles qu'elles figurent à l'annexe de la présente délibération ;
- 2) Le budget de gestion, approuvé par la délibération du Gouvernement régional n° 3075 du 23 décembre 2011, est modifié comme il appert de l'annexe de la présente délibération ;
- 3) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les 15 jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
01.11.008.10 INTERVENTI DI POLITICA DEL LAVORO A VALERE SUL FONDO PER LE POLITICHE DEL LAVORO - PARTE CORRENTE	26050	01	Contributi ad imprese per favorire l'assunzione di lavoratori e la creazione di posti a distanza	16562	Contributi ad imprese in regime de minimis per favorire l'assunzione di lavoratori	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071004 Interventi di politica del lavoro a valere sul fondo per le politiche del lavoro - parte corrente - 1.11.08.10.	325.000,00	330.000,00	495.000,00	Lo stanziamento è necessario per l'erogazione di contributi ad imprese in regime de minimis per favorire l'assunzione di lavoratori.
				16563	Contributi ad imprese per favorire l'assunzione di lavoratori disabili e molto svantaggiati e per l'adattamento dei posti di lavoro, ai sensi del reg. CE 800/2009	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071004 Interventi di politica del lavoro a valere sul fondo per le politiche del lavoro - parte corrente - 1.11.08.10.	300.000,00	300.000,00	464.000,00	Lo stanziamento è necessario per l'erogazione dei contributi ad imprese in regime de minimis per l'assunzione di lavoratori disabili molto svantaggiati e per l'adattamento dei posti di lavoro.
							Totale Capitolo 26050	625.000,00	630.000,00	959.000,00	
	26055	01	Contributi a datori di lavoro per favorire l'assunzione di lavoratori e creazione di posti a distanza	16564	Contributi a datori di lavoro per favorire l'assunzione di lavoratori disabili e molto svantaggiati e per l'adattamento dei posti di lavoro, ai sensi del reg. CE 800/2009	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071004 Interventi di politica del lavoro a valere sul fondo per le politiche del lavoro - parte corrente - 1.11.08.10.	50.000,00	50.000,00	100.000,00	Lo stanziamento è necessario per l'erogazione di contributi a datori di lavoro per favorire l'assunzione di lavoratori e la creazione di posti a distanza.
				16565	Contributi a datori di lavoro in regime de minimis per l'assunzione di lavoratori	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071004 Interventi di politica del lavoro a valere sul fondo per le politiche del lavoro - parte corrente - 1.11.08.10.	50.000,00	50.000,00	100.000,00	Lo stanziamento è necessario per l'erogazione di contributi a datori di lavoro in regime de minimis per l'assunzione di lavoratori.

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
				17351	Contributi a datori di lavoro per l'assunzione a tempo determinato di giovani diplomati o laureati, disoccupati (Reg.CEE 800/2008) (nuova istituzione)	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071004 Interventi di politica del lavoro a valere sul fondo per le politiche del lavoro - parte corrente - 1.11.08.10.	200.000,00	200.000,00	200.000,00	Lo stanziamento è necessario per l'erogazione di contributi a datori di lavoro per l'assunzione a tempo determinato di giovani diplomati o laureati, disoccupati (reg. CEE 800/2008)
				17352	Contributi a datori di lavoro per l'assunzione di giovani diplomati o laureati, disoccupati, a seguito di tirocinio formativo (Reg.CEE 800/2008) (nuova istituzione)	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071004 Interventi di politica del lavoro a valere sul fondo per le politiche del lavoro - parte corrente - 1.11.08.10.	150.000,00	150.000,00	150.000,00	Lo stanziamento è necessario per l'erogazione di contributi a datori di lavoro per l'assunzione di giovani diplomati o laureati, disoccupati, a seguito di tirocinio formativo.
							Totale Capitolo 26055	450.000,00	450.000,00	550.000,00	
	26075	01	Spese per azioni di orientamento ed informazione rivolte alla popolazione nell'ambito dell'attuazione di iniziative di politiche attive del lavoro	17349	Spese per azioni di orientamento ed informazione rivolte alla popolazione in materia di politiche attive del lavoro (nuova istituzione)	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071004 Interventi di politica del lavoro a valere sul fondo per le politiche del lavoro - parte corrente - 1.11.08.10.	5.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per sostenere azioni di orientamento ed informazione rivolte alla popolazione nell'ambito dell'attuazione di iniziative di politiche attive del lavoro.
							Totale Capitolo 26075	5.000,00	0,00	0,00	

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
	26080	01	Contributi agli enti locali e ai servizi della pubblica amministrazione per l'impiego temporaneo di lavoratori in opere e servizi di utilità sociale	12900	Contributi agli Enti locali e ai Servizi della P.A. per l'impiego temporaneo di lavoratori in opere e servizi di utilità sociale (nuova istituzione)	07.00.01 SERVIZIO PER L'IMPIEGO	070103 Interventi di politica del lavoro a valere sul fondo per le politiche del lavoro - parte corrente - 1.11.8.10 (nuova istituzione)	1.500.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per l'erogazione di contributi agli enti locali e ai servizi della PA e per l'impiego temporaneo di LUS.
							Totale Capitolo 26080	1.500.000,00	0,00	0,00	
							UPB 01.11.008.10	2.580.000,00	1.080.000,00	1.509.000,00	
01.11.008.11 INTERVENTI DI FORMAZIONE PROFESSIONALE A VALERE SUL FONDO PER LE POLITICHE DEL LAVORO	25000	01	Spese per la formazione del personale addeito al servizio di soccorso sulle piste di sci, compresi i corsi di formazione, aggiornamento ed accertamento (servizio rilevante ai fini IVA)	8123	Spese per la formazione, l'aggiornamento e la qualifica dei Pisteurs - Secouristes e dei Direttori delle piste di sci (servizio rilevante ai fini I.V.A.) (nuova istituzione)	19.00.01 SERVIZIO FORMAZIONE, QUALIFICAZIONE E SVILUPPO DELLE PROFESSIONI TURISTICHE E DEL COMMERCIO	190103 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	10.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento si rende necessario per il finanziamento delle attività formative a favore dei pisteurs secouristes e dei direttori delle piste di sci.
							Totale Capitolo 25000	10.000,00	0,00	0,00	
	25001	01	Spese per l'organizzazione di corsi di qualificazione e di aggiornamento per operatori in ambito turistico (comprende interventi rilevanti ai fini IVA)	13655	Spese per l'organizzazione e lo svolgimento di corsi di aggiornamento, convegni, conferenze, seminari o visite guidate ed esami a favore delle professioni turistiche (nuova istituzione)	19.00.01 SERVIZIO FORMAZIONE, QUALIFICAZIONE E SVILUPPO DELLE PROFESSIONI TURISTICHE E DEL COMMERCIO	190103 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	25.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per il finanziamento dei corsi di aggiornamento, convegni, conferenze, seminari o visite guidate ed esami a favore delle professioni turistiche.

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
							Totale Capitolo 25001	25.000,00	0,00	0,00	
	25002	01	Spese per l'organizzazione di corsi di formazione ed esami di abilitazione all'esercizio di gestore di rifugio alpino (comprende interventi rilevanti ai fini IVA)	13820	Spese per l'organizzazione di corsi di formazione ed esami di abilitazione all'esercizio della professione di gestore di rifugio alpino (nuova istituzione)	19.00.01 SERVIZIO FORMAZIONE, QUALIFICAZIO NE E SVILUPPO DELLE PROFESSIONI TURISTICHE E DEL COMMERCIO	190103 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	10.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per il finanziamento di corsi di formazione ed esami di abilitazione all'esercizio della professione di gestore di rifugio alpino.
							Totale Capitolo 25002	10.000,00	0,00	0,00	
	25005	01	Spese per l'organizzazione di corsi di abilitazione e aggiornamento nel settore della somministrazione di alimenti e bevande	14113	Corsi di abilitazione e aggiornamento nel settore della somministrazione di alimenti e bevande (nuova istituzione)	19.00.01 SERVIZIO FORMAZIONE, QUALIFICAZIO NE E SVILUPPO DELLE PROFESSIONI TURISTICHE E DEL COMMERCIO	190103 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	55.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per il finanziamento di corsi di abilitazione e aggiornamento nel settore della somministrazione di alimenti e bevande.
							Totale Capitolo 25005	55.000,00	0,00	0,00	
	25006	01	Spese per l'organizzazione di attività formative per l'ottenimento del contrassegno di qualità denominato Saveurs du Val d'Aoste (contiene interventi rilevanti ai fini IVA)	14114	Spese per l'organizzazione di attività formative per l'ottenimento del contrassegno di qualità denominato Saveurs du Val d'Aoste (servizio rilevante ai fini IVA) (nuova istituzione)	19.00.01 SERVIZIO FORMAZIONE, QUALIFICAZIO NE E SVILUPPO DELLE PROFESSIONI TURISTICHE E DEL COMMERCIO	190103 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	20.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per il finanziamento delle attività formative per l'ottenimento del contrassegno di qualità.

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
							Totale Capitolo 25006	20.000,00	0,00	0,00	
	25008	01	Spese per l'organizzazione di corsi preparatori e abilitanti per agenti e rappresentanti di commercio	14559	Attività di formazione professionale per agenti e rappresentanti di commercio (nuova istituzione)	19.00.01 SERVIZIO FORMAZIONE, QUALIFICAZIONE E SVILUPPO DELLE PROFESSIONI TURISTICHE E DEL COMMERCIO	190103 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	10.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per il finanziamento delle attività formative a favore degli Agenti e Rappresentanti di commercio.
							Totale Capitolo 25008	10.000,00	0,00	0,00	
	25009	01	Spese per l'organizzazione di corsi preparatori e abilitanti per agenti di affari in mediazione	14924	Attività di formazione professionale per agenti di affari in mediazione - ramo immobiliare (nuova istituzione)	19.00.01 SERVIZIO FORMAZIONE, QUALIFICAZIONE E SVILUPPO DELLE PROFESSIONI TURISTICHE E DEL COMMERCIO	190103 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	20.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per il finanziamento delle attività formative a favore degli Agenti di affari in mediazione - ramo immobiliare.
							Totale Capitolo 25009	20.000,00	0,00	0,00	
	25010	01	Contributi per l'organizzazione di corsi per l'apprendimento delle tecniche di lavorazione artigianali	11847	Contributi per l'organizzazione di corsi per l'apprendimento delle tecniche di lavorazione artigianali (nuova istituzione)	11.04.00 DIREZIONE ATTIVITA' PROMOZIONALI	114010 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	75.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per il finanziamento dei corsi per l'apprendimento delle tecniche di lavorazioni artigianali di cui alla L.r. 2/2003.

UPB	SPESA										Motivazione	
	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta				
								2012	2013	2014		
							Totale Capitolo 25010	75.000,00	0,00	0,00		
	25011	01	Contributi per attività di formazione professionale in materia di artigianato locale e/o artistico svolte da istituzioni scolastiche	4332	Contributi per attività di formazione professionale svolte in istituzioni scolastiche di ogni ordine e grado funzionanti nel territorio della Valle d'Aosta (nuova istituzione)	11.04.00 DIREZIONE ATTIVITA' PROMOZIONALI	114010 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.1.1.8.11 (nuova istituzione)	35.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per il finanziamento delle iniziative in materia di artigianato locale e/o artistico nelle Istituzioni scolastiche della Valle d'Aosta.	
							Totale Capitolo 25011	35.000,00	0,00	0,00		
	25012	01	Spese per l'istituzione di botteghe scuola presso imprese artigiane, per l'apprendimento di tecniche di produzione di oggetti dell'artigianato di tradizione	11846	Spese per l'istituzione di botteghe scuola, presso imprese artigiane, per l'apprendimento di tecniche di produzione di oggetti dell'artigianato di tradizione	11.02.00 DIREZIONE ASSISTENZA ALLE IMPRESE, RICERCA, QUALITA' E FORMAZIONE PROFESSIONALE	112007 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.1.1.8.11.	0,00	120.000,00	120.000,00	Lo stanziamento è necessario per l'attivazione delle botteghe scuola.	
							Totale Capitolo 25012	0,00	120.000,00	120.000,00		
	25013	01	Spese per il corso di abilitazione venatoria e per la realizzazione dei corsi di formazione e aggiornamento in materia di gestione faunistico-venatoria e relativi esami	15673	Corso abilitazione venatoria (nuova istituzione)	10.01.00 DIREZIONE FLORA, FAUNA, CACCIA E PESCA	101013 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.1.1.8.11 (nuova istituzione)	1.400,00	1.400,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per la realizzazione di lezioni di biologia e di legislazione e di protette durante il corso di abilitazione venatoria.	

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
				15674	Spese per la realizzazione dei corsi di formazione e aggiornamento in materia di gestione faunistico-venatoria e relativi esami ivi compresi quelli per conduttori e ausiliari abilitati al recupero di ungulati feriti e all'effettuazione delle girate (nuova istituzione)	10.01.00 DIREZIONE FLORA, FAUNA, CACCIA E PESCA	101013 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	42.600,00	42.600,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per la realizzazione di corsi in materia faunistico-venatoria a cacciatori e/o operatori del settore ai fini dell'acquisizione delle necessarie conoscenze tecniche per la gestione ed il prelievo di animali selvatici nonché per la partecipazione alle operazioni di controllo faunistico.
							Totale Capitolo 25013	44.000,00	44.000,00	0,00	
	25014	01	Spese per la realizzazione di iniziative di formazione professionale in materia ambientale	16287	Spese per la realizzazione di iniziative rivolte alla tutela dell'ittiofauna e dei suoi ambienti di vita (nuova istituzione)	10.01.00 DIREZIONE FLORA, FAUNA, CACCIA E PESCA	101013 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11 (nuova istituzione)	24.500,00	24.500,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per la realizzazione di attività formative concernenti la conservazione dell'ambiente naturale rivolte alle figure interessate nonché per l'organizzazione di giornate di studio per l'aggiornamento dei professionisti in materia di verde urbano e di corsi di formazione per addetti alla cura dei giardini e delle alberature

UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
							Totale Capitolo 25014	24.500,00	24.500,00	0,00	
	25015 01		Spese per la realizzazione di iniziative di formazione e informazione relative all'utilizzo di misure preventive per la mitigazione dell'impatto degli animali predatori sul patrimonio zootecnico	16661	Spese per la realizzazione di iniziative di formazione e informazione relative all'utilizzo di misure preventive per la mitigazione dell'impatto degli animali predatori sul patrimonio zootecnico (nuova istituzione)	10.01.00 DIREZIONE FLOKA, FAUNA, CACCIA E PESCA	101013 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.1.1.8.11 (nuova istituzione)	7.500,00	7.500,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per l'organizzazione dei corsi di formazione per allevatori e delle campagne di informazione sul modo di vita degli animali selvatici, sui loro bisogni, sulla loro protezione e sulle attività agricole e pastorali tradizionali di montagna.
							Totale Capitolo 25015	7.500,00	7.500,00	0,00	
	26030 01		Spese per iniziative di formazione, informazione ed orientamento professionale	12887	Spese per iniziative di formazione professionale	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071005 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.1.1.8.11	320.000,00	736.500,00	955.000,00	Lo stanziamento è necessario per l'attuazione di corsi di formazione professionale, per il finanziamento dell'apprendistato e dei corsi biennali di qualifica nell'ambito del diritto-dovere di istruzione e formazione rivolti ai giovani nella fascia 16-20 anni.

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
				12888	Spese per iniziative formative e borse lavoro per fasce deboli e marginali (nuova istituzione)	07.00.01 SERVIZIO PER L'IMPIEGO	070103 Interventi di politica del lavoro a valere sul fondo per le politiche del lavoro - parte corrente - 1.11.8.10 (nuova istituzione)	25.000,00	25.000,00	25.000,00	Lo stanziamento di rende necessario per il finanziamento delle iniziative formative e borse di lavoro per fasce deboli e marginali.
				12889	Quota associativa annuale di iscrizione a Tecnostuttura delle Regioni prevista dal PPL (nuova istituzione)	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071005 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11	40.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento si rende necessario per il pagamento della quota annua di iscrizione a Tecnostuttura delle Regioni.
							Totale Capitolo 26030	385.000,00	761.500,00	980.000,00	
	26031	01	Spese per iniziative di formazione artigiana	15081	Corsi di formazione artigiana	11.02.00 DIREZIONE ASSISTENZA ALLE IMPRESE, RICERCA, QUALITA E FORMAZIONE PROFESSIONALE	112007 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11.	130.000,00	280.000,00	280.000,00	Lo stanziamento è necessario per attivare i corsi di sartoria e di istruzione artigiana.
							Totale Capitolo 26031	130.000,00	280.000,00	280.000,00	
	26033	01	Spese per iniziative di formazione nel settore delle piante officinali (comprende interventi rilevanti ai fini I.V.A)	17045	Spese per iniziative di formazione nel settore delle piante officinali (rilevanti ai fini I.V.A)	09.02.00 DIREZIONE PRODUZIONI VEGETALI E SERVIZI FITOSANITARI	092002 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11	24.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per l'organizzazione di corsi di formazione nel settore delle piante officinali.

UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
							Totale Capitolo 26033	24.000,00	0,00	0,00	
	30151	01	Spese per corsi di qualificazione professionale per operatori agrituristici	14310	Spese per corsi di qualificazione professionale per operatori agrituristici	09.02.00 DIREZIONE PRODUZIONI VEGETALI E SERVIZI FITOSANITARI	092002 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11	24.000,00	34.000,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per l'organizzazione di corsi in materia di agriturismo.
							Totale Capitolo 30151	24.000,00	34.000,00	0,00	
	30153	01	Spese per formazione in agricoltura	15026	Spese per formazione e aggiornamento professionale in agricoltura	09.02.00 DIREZIONE PRODUZIONI VEGETALI E SERVIZI FITOSANITARI	092002 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11	2.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per l'organizzazione di corsi di formazione ed aggiornamento professionale in agricoltura.
							092002 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11	4.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per l'organizzazione di corsi di formazione professionale nel settore lattiero caseario, frutticolo, vinicolo, zootecnico e apistico.
							Totale Capitolo 30153	6.000,00	0,00	0,00	

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
	30154	01	Contributi per la formazione in agricoltura	16091	Contributi per formazione e aggiornamento professionale in agricoltura (nuova istituzione)	09.02.00 DIREZIONE PRODUZIONE VEGETALI E SERVIZI FITOSANITARI	092002 Interventi di formazione professionale a valere sul fondo per le politiche del lavoro - 1.11.8.11	10.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per finanziare l'organizzazione di corsi di aggiornamento professionale in agricoltura.
							Totale Capitolo 30154	10.000,00	0,00	0,00	
							UPB 01.11.008.11	915.000,00	1.271.500,00	1.380.000,00	
01.11.008.20 FONDO PER LE POLITICHE DEL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	26010	02	Fondo per il finanziamento del piano triennale di politica del lavoro	4753	Spese per iniziative di orientamento e formazione professionale	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071002 Fondo per le politiche del lavoro e la formazione professionale - 1.11.8.20.	-915.000,00	-1.271.500,00	-1.380.000,00	Riparto fondo politiche del lavoro
				4754	Contributi ad imprese e datori di lavoro per favorire l'assunzione di lavoratori, per la trasformazione di contratti a termine e per l'adattamento dei posti di lavoro	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071002 Fondo per le politiche del lavoro e la formazione professionale - 1.11.8.20.	-1.080.000,00	-1.080.000,00	-1.509.000,00	Riparto fondi PPL
				4755	Contributi a sostegno delle nuove imprenditorialità	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071002 Fondo per le politiche del lavoro e la formazione professionale - 1.11.8.20.	-783.300,00	-0,00	-0,00	Riparto fondi PPL

13 - Variazione generica

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
				4757	Contributi agli enti locali e ai servizi della pubblica amministrazione per l'impiego temporaneo di lavoratori in opere e servizi di utilità sociale	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071002 Fondo per le politiche del lavoro e la formazione professionale - 1.11.8.20.	-1.500.000,00	-0,00	-0,00	Riparto fondi PPL
							Totale Capitolo 26010	-4.278.300,00	-2.351.500,00	-2.889.000,00	
	26060	02	Contributi di sostegno alle nuove imprenditorialità	16566	Contributi per la creazione d'impresa (nuova istituzione)	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071002 Fondo per le politiche del lavoro e la formazione professionale - 1.11.8.20.	450.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per l'erogazione di contributi per la creazione d'impresa.
				16569	Contributi per l'avvio di attività professionale (nuova istituzione)	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071002 Fondo per le politiche del lavoro e la formazione professionale - 1.11.8.20.	258.300,00	0,00	0,00	Lo stanziamento si rende necessario per l'erogazione di contributi per l'avvio di attività professionali.
				16567	Contributi per lo sviluppo d'impresa (nuova istituzione)	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071002 Fondo per le politiche del lavoro e la formazione professionale - 1.11.8.20.	50.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento è necessario per l'erogazione di contributi per lo sviluppo d'impresa.

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
				16568	Contributi per sostenere il passaggio di proprietà delle attività tradizionali o a rischio estinzione e l'accompagnamento nel subentro di imprese familiari (nuova istituzione)	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071002 Fondo per le politiche del lavoro e la formazione professionale - I.11.8.20.	25.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento si rende necessario per l'erogazione di contributi per sostenere il passaggio delle attività tradizionali o a rischio estinzione e l'accompagnamento nel subentro di imprese familiari.
							Totale Capitolo 26060	783.300,00	0,00	0,00	
							UPB 01.11.008.20	-3.495.000,00	-2.351.500,00	-2.889.000,00	
							Totale Generale	0,00	0,00	0,00	

Deliberazione 2 marzo 2012, n. 447.

Attribuzione alla competenza del bilancio di previsione per il triennio 2012-2014 di somme derivanti da trasferimenti statali e comunitari assegnati al bilancio della Regione per l'anno 2011 e non impegnati, ai sensi dell'articolo 29, commi 1 e 2 della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30. Variazione al bilancio di previsione e conseguente modifica al bilancio di gestione.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di attribuire alla competenza del bilancio di previsione per il triennio 2012/2014 e di modificare l'allegato alla deliberazione della Giunta regionale n. 3075 in data 23 dicembre 2011, concernente l'approvazione del bilancio di gestione per il triennio 2012/2014 con attribuzione alle strutture dirigenziali di quote di bilancio e degli obiettivi gestionali correlati, del bilancio di cassa per l'anno 2012 e di disposizioni applicative, come indicato nell'allegato alla presente deliberazione;
- 2) di dare atto che fino a quando non sia approvato il rendiconto di tale ultimo esercizio, delle predette spese non si tiene conto ai fini dell'equilibrio del bilancio (art. 29 comma 2 della L.R. 30/2009);
- 3) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e comunicata al Consiglio regionale entro quindici giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 447 du 29 mars 2012,

portant inscription au budget prévisionnel 2012/2014 des crédits alloués à la Région en 2011 par l'État et par l'Union européenne et non engagés, au sens des premier et deuxième alinéas de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009, ainsi que rectification dudit budget prévisionnel et du budget de gestion.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les crédits alloués à la Région en 2011 par l'État et par l'Union européenne et non engagés avant la fin de l'exercice budgétaire y afférent sont inscrits au budget prévisionnel 2012/2014; l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 3075 du 23 décembre 2011 portant approbation du budget de gestion au titre de la période 2012/2014, attribution aux structures de direction des crédits et des objectifs de gestion y afférents, ainsi qu'approbation du budget de caisse 2012 et de dispositions d'application est modifiée comme il appert de l'annexe de la présente délibération;
- 2) Les dépenses en cause ne sont pas prises en considération aux fins de l'équilibre budgétaire jusqu'à l'approbation des comptes du dernier exercice considéré, au sens du deuxième alinéa de l'art. 29 de la LR n° 30/2009;
- 3) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et communiquée au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, au sens du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

17 - Riproposizione con atto amministrativo di fondi non impegnati

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
01.11.009.11 PROGRAMMA OCCUPAZIONE 2007-13	30055	01	Spese per l'attuazione di interventi oggetto di contributo del Fondo Sociale Europeo (FSE), del Fondo di Rotazione statale e del cofinanziamento regionale - Programma Obiettivo 2 Occupazione 2007/2013	15343	Asse 1 adattabilità - spese	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007- 2013 - 1.11.9.11.	204.785,63	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza
				15344	Asse 2 Occupabilità - spese	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007- 2013 - 1.11.9.11.	69.921,78	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza
				15345	Asse 3 Integrazione sociale - spese	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007- 2013 - 1.11.9.11.	38.455,99	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza
				15346	Asse 4 Capitale umano - spese	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007- 2013 - 1.11.9.11.	31.385,85	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza
				15348	Asse 5 Transnazionalità e interregionalità - spese	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007- 2013 - 1.11.9.11.	235.042,25	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza
				15349	Asse 6 Assistenza Tecnica - spese	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007- 2013 - 1.11.9.11.	145.406,34	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza
					Totale Capitolo 30055			724.997,84	0,00	0,00	

17 - Riproposizione con atto amministrativo di fondi non impegnati

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
	30056	01	Contributi per l'attuazione di interventi oggetto di contributo del Fondo Sociale Europeo (FSE), del Fondo di rotazione statale e del cofinanziamento regionale - Programma Obiettivo 2 Occupazione 2007/2013	15350	Asse 1 Adattabilità - contributi	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007-2013 - 1.11.9.11.	343.501,94	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate ed economie di competenza.
				15351	Asse 2 Occupabilità - contributi	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007-2013 - 1.11.9.11.	434.847,43	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza
				15352	Asse 3 Integrazione Sociale - contributi	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007-2013 - 1.11.9.11.	17.062,66	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza.
				15354	Asse 4 Capitale umano - contributi	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007-2013 - 1.11.9.11.	28.518,41	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza
				15355	Asse 5 Transnazionalità e interregionalità - contributi	07.01.00 DIREZIONE AGENZIA REGIONALE DEL LAVORO	071003 Programma occupazione 2007-2013 - 1.11.9.11.	394.003,12	0,00	0,00	Riproposizione di somme non impegnate e economie di competenza
					Totale Capitolo 30056			1.217.933,56	0,00	0,00	

17 - Riproposizione con atto amministrativo di fondi non impegnati

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
							UPB 01.11.009.11	1.942.931,40	0,00	0,00	
							Totale Generale	1.942.931,40	0,00	0,00	

Deliberazione 2 marzo 2012, n. 448.

Variazioni al bilancio di previsione della Regione per il triennio 2012/2014 per storno di fondi tra unità previsionali di base diverse nell'ambito della stessa funzione obiettivo e conseguente modifica al bilancio di gestione.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione della Regione per il triennio 2012/2014 come da allegato alla presente deliberazione;
- 2) di modificare, come indicato nell'allegato alla presente deliberazione, il bilancio di gestione per il triennio 2012/2014 approvato con deliberazione della Giunta regionale n. 3075 in data 23 dicembre 2011;
- 3) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30 che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 448 du 2 mars 2012,

rectifiant le budget prévisionnel 2012/2014 et le budget de gestion de la Région du fait du transfert de crédits entre unités prévisionnelles de base différentes dans le cadre de la même fonction-objectif.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel 2012/2014 de la Région sont approuvées telles qu'elles figurent à l'annexe de la présente délibération ;
- 2) Le budget de gestion 2012/2014, approuvé par la délibération du Gouvernement régional n° 3075 du 23 décembre 2011, est modifié comme il appert de l'annexe de la présente délibération ;
- 3) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les 15 jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

12 - Variazione medesima funzione obiettivo

UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo			Motivazione
								2012	2013	2014	
01.13.003.10 GESTIONE E SVILUPPO DEL TRASPORTO FERROVIARIO	67970	01	Spese per l'applicazione del contratto di servizio integrativo con TRENITALIA S.p.A.	1863	Contratto di servizio integrativo con Trenitalia S.p.A.	20.00.02 SERVIZIO AEROPORTO E FERROVIE	200204 Gestione e sviluppo del trasporto ferroviario - 1.13.3.10.	-35.000,00	0,00	0,00	Lo stanziamento residuo viene ritenuto sufficiente alla copertura degli obiettivi prefissati.
01.13.002.10 INTERVENTI PER LA GESTIONE DEI TRASPORTI PUBBLICI	67670	01	Corrispettivi per contratti di servizio di trasporto pubblico con autobus e servizi integrativi	2224	Pagamento alle società e ad altri soggetti di corrispettivi spettanti per l'esercizio di servizi di trasporto pubblico locale e per servizi integrativi del trasporto pubblico di linea	20.00.01 SERVIZIO TRASPORTI	200102 Interventi per la gestione dei trasporti pubblici - 1.13.2.10.	35.000,00	0,00	0,00	Per l'istituzione di servizi di trasporto pubblico occasionali gratuiti per gli studenti della scuola primaria di Saint-Pierre a causa della sopravvenuta inagibilità della scuola elementare del Comune medesimo.

Deliberazione 9 marzo 2012, n. 458.

Attribuzione alla competenza del bilancio di previsione per il triennio 2012-2014 di somme derivanti da trasferimenti statali e comunitari assegnati al bilancio della Regione per l'anno 2011 e non impegnati, ai sensi dell'articolo 29, commi 1 e 2 della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30. Variazione al bilancio di previsione e conseguente modifica al bilancio di gestione.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di attribuire alla competenza del bilancio di previsione per il triennio 2012/2014 e di modificare l'allegato alla deliberazione della Giunta regionale n. 3075 in data 23 dicembre 2011, concernente l'approvazione del bilancio di gestione per il triennio 2012/2014 con attribuzione alle strutture dirigenziali di quote di bilancio e degli obiettivi gestionali correlati, del bilancio di cassa per l'anno 2012 e di disposizioni applicative, come indicato nell'allegato alla presente deliberazione;
- 2) di dare atto che fino a quando non sia approvato il rendiconto di tale ultimo esercizio, delle predette spese non si tiene conto ai fini dell'equilibrio del bilancio (art. 29 comma 2 della L.R. 30/2009);
- 3) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e comunicata al Consiglio regionale entro quindici giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 458 du 9 mars 2012,

portant inscription au budget prévisionnel 2012/2014 des crédits alloués à la Région en 2011 par l'État et par l'Union européenne et non engagés, au sens des premier et deuxième alinéas de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009, ainsi que rectification dudit budget prévisionnel et du budget de gestion.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les crédits alloués à la Région en 2011 par l'État et par l'Union européenne et non engagés avant la fin de l'exercice budgétaire y afférent sont inscrits au budget prévisionnel 2012/2014; l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 3075 du 23 décembre 2011 portant approbation du budget de gestion au titre de la période 2012/2014, attribution aux structures de direction des crédits et des objectifs de gestion y afférents, ainsi qu'approbation du budget de caisse 2012 et de dispositions d'application est modifiée comme il appert de l'annexe de la présente délibération;
- 2) Les dépenses en cause ne sont pas prises en considération aux fins de l'équilibre budgétaire jusqu'à l'approbation des comptes du dernier exercice considéré, au sens du deuxième alinéa de l'art. 29 de la LR n° 30/2009;
- 3) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et communiquée au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, au sens du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

17 - Riproposizione con atto amministrativo di fondi non impegnati

SPESA											
UPB	Cap.	Tit.	Descrizione capitolo	Rich.	Descrizione Richiesta	Struttura Dirigenziale	Obiettivo Gestionale	importo richiesta			Motivazione
								2012	2013	2014	
01.10.002.10 INTERVENTI PER LA PROMOZIONE E LA TUTELA DELLA ZOOTECNIA	59655	01	Spese sui fondi assegnati dallo Stato per l'attuazione di interventi in materia di animali di affezione e di prevenzione del randagismo	5845	Attuazione di interventi in materia di animali di affezione e di prevenzione del randagismo (nuova istituzione)	17.01.04 SERVIZIO IGIENE E SANITA' PUBBLICA, VETERINARIA E DEGLI AMBIENTI DI LAVORO	171404 Interventi per la promozione e la tutela della zootecnia - 1.10.2.10.	81.872,28	0,00	0,00	Assegnazioni statali per attuazione di interventi in materia di animali di affezione e di prevenzione del randagismo - annualità 2009 e 2010
							Totale Capitolo 59655	81.872,28	0,00	0,00	
							UPB 01.10.002.10	81.872,28	0,00	0,00	
							Totale Generale	81.872,28	0,00	0,00	

AVVISI E COMUNICATI

ASSESSORATO OPERE PUBBLICHE, DIFESA DEL SUOLO E EDILIZIA RESIDENZIALE

Avviso di avvenuto deposito dell'istanza di autorizzazione unica.

Ai sensi del decreto legislativo 29 dicembre 2003, n. 387 la società *A.L.G.A. s.r.l.*, con sede a CHAMPDEPRAZ, ha presentato, in data 14 marzo 2012, presso la Regione Autonoma Valle d'Aosta, Assessorato opere pubbliche, difesa del suolo e edilizia residenziale pubblica, Servizio gestione demanio e risorse idriche, con sede in AOSTA, via Promis 2/a, l'istanza di autorizzazione unica per la costruzione e l'esercizio di un impianto idroelettrico con opera di presa sul torrente Clavalité, in comune di FÉNIS, comprendente la realizzazione della linea elettrica di connessione dell'impianto alla rete di distribuzione. - Linea n. 666.

Ai sensi della L.R. n. 8/2011 e della L.R. n. 11/2004 chiunque abbia interesse può presentare per iscritto osservazioni al Servizio gestione demanio e risorse idriche entro trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente avviso.

Il Capo Servizio
Roberto MADDALENA

ASSESSORATO TERRITORIO E AMBIENTE

Avviso di deposito del rapporto ambientale relativo alla Valutazione ambientale strategica (VAS) dell'aggiornamento del Piano regionale delle attività estrattive (PRAE) (L.R. n° 12/2009, art. 11).

L'Assessorato territorio e ambiente, Servizio cave, miniere e sorgenti, in qualità di soggetto proponente, informa che è stato depositato presso il Servizio valutazione ambientale il rapporto ambientale relativo alla Valutazione ambientale strategica (VAS) dell'aggiornamento del Piano regionale delle attività estrattive (PRAE).

Ai sensi del comma 6 dell'art. 11 della legge regionale n. 12/2009, chiunque può prendere visione della documentazione sopraccitata e presentare, entro il termine di 60 giorni dalla data della presente pubblicazione sul Bollettino ufficiale della Regione, proprie osservazioni scritte al Servizio valutazione ambientale, e al Servizio cave, miniere e sorgenti, ove la documentazione è depositata.

Il Capo Servizio
Luca FRANZOSO

AVIS ET COMMUNIQUÉS

ASSESSORAT DES OUVRAGES PUBLICS, DE LA PROTECTION DES SOLS ET DU LOGEMENT PUBLIC

Avis de dépôt d'une demande d'autorisation unique.

Aux termes du décret législatif n° 387 du 29 décembre 2003, avis est donné du fait qu'une demande d'autorisation unique en vue de la construction et de l'exploitation d'une installation hydroélectrique comportant une prise d'eau sur le Clavalité, dans la commune de FÉNIS, et la réalisation d'une ligne de raccordement au réseau de distribution de l'énergie électrique, a été déposée le 14 mars 2012 par *A.L.G.A. srl* de CHAMPDEPRAZ aux bureaux du Service de gestion du domaine et des ressources hydriques de l'Assessorat des ouvrages publics, de la protection des sols et du logement public de la Région autonome Vallée d'Aoste - 2/a, rue Promis, AOSTE (dossier n° 666).

Aux termes de la LR n° 8/2011 et de la LR n° 11/2004, les intéressés peuvent présenter par écrit au Service de gestion du domaine et des ressources hydriques leurs observations dans les trente jours qui suivent la date de publication du présent avis.

Le chef de service,
Roberto MADDALENA

ASSESSORAT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Avis de dépôt du rapport environnemental au sujet de l'Évaluation environnementale stratégique (ÉES) de la mise à jour du Plan régional des activités d'extraction (L.R. n° 12/2009, art. 11).

L'Assessorat du territoire et de l'environnement, Service des carrières, des mines et des sources, en sa qualité de proposant, informe qu'il a déposé auprès du Service d'évaluation sur l'environnement le rapport environnemental au sujet de l'Évaluation environnementale stratégique (ÉES) de la mise à jour du Plan régional des activités d'extraction.

Aux termes du 6° alinéa de l'art. 11 de la loi régionale n. 12/2009, toute personne est en droit de prendre vision de la documentation précitée et de présenter, dans le délai de 60 jours à dater de la publication du présent avis au Bulletin officiel de la Région, ses propres observations écrites au Service d'évaluation sur l'environnement et au Service des carrières, des mines et des sources, de l'Assessorat du territoire et de l'environnement, où la documentation est déposée.

Le chef de service,
Luca FRANZOSO

N.D.R.: La traduzione del presente atto è stata redatta a cura dell'inserzionista.

N.D.R.: Le présent acte a été traduit par les soins de l'annonceur.

ATTI EMANATI DA ALTRE AMMINISTRAZIONI

ACTES ÉMANANT DES AUTRES ADMINISTRATIONS

Comune di CHALLAND-SAINT-VICTOR. Deliberazione 26 gennaio 2012, n. 11.

Commune de CHALLAND-SAINT-VICTOR. Délibération n° 11 du 26 janvier 2012,

Approvazione della variante non sostanziale, adottata con deliberazione del Consiglio Comunale n. 27 del 18 agosto 2011 per la realizzazione di un'area a servizi in loc. Ville.

portant approbation de la variante non substantielle adoptée par la délibération du Conseil communal n° 27 du 18 août 2011 et relative aux travaux de réalisation d'une aire de services à Ville.

IL CONSIGLIO COMUNALE

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

Omissis

delibera

délibère

- 1) di dare atto che le premesse sopra esposte costituiscono parte integrante e sostanziale al presente provvedimento;
- 2) di dare atto che il Consiglio comunale, ritiene di non poter accogliere le osservazioni pronunciate dall'ufficio di urbanistica e di contro dedurre alle stesse in modo seguente:
 1. in fase progettuale e a seguito di un'attenta analisi si è deciso che la pavimentazione del parcheggio verrà realizzata con manto bituminoso drenante; Vero è che l'art. 33 comma 20 delle NTA stabilisce che «le aree a parcheggio devono essere realizzate, ovunque possibile, con pavimentazione permeabili inerbite...» Per contro l'impiego di una pavimentazione inerbite risulterebbe assai incompatibile con la destinazione d'uso dell'area in progetto in quanto la porzione di parcheggio occupata dalla tensostruttura (utilizzata per lo svolgimento di manifestazioni) non permetterebbe la corretta manutenzione di una pavimentazione del tipo inerbite con conseguente degrado e contestuale senso di abbandono della futura area a servizi;
 2. I muri di sostegno saranno realizzati con le modalità costruttive definite dall'art. 33 comma 5 lett. c); in particolare non saranno realizzate copertine cementizie sommitali.
- 3) di approvare, ai sensi e per gli effetti dell'art. 16, comma 2, della L.R. 11/1998 la variante non sostanziale al PRG, adottata con deliberazione n. 27 del 18 agosto 2011 composta dagli elaborati tecnici approvati con la medesima deliberazione, comprensivi della relazione di cui all'Allegato A, capitolo 4, paragrafo , comma 3 della D.G.R. n. 418/1999;

- 1) Le préambule ci-dessus fait partie intégrante et substantielle de la présente délibération ;
- 2) Les observations formulées par le Bureau de l'urbanisme ne peuvent être accueillies et il leur est répondu ce qui suit :
 1. Lors de la conception du projet et à la suite d'une analyse attentive, il a été décidé de revêtir le sol du parc de stationnement d'un enrobé bitumineux drainant ; il est vrai que le vingtième alinéa de l'art. 33 des NTA prévoit que le sol des aires de stationnement soit couvert, chaque fois que cela s'avère possible, d'un revêtement perméable engazonné, mais une telle solution serait incompatible avec la destination de la surface en cause, car une partie de celle-ci sera occupée par un chapiteau pour manifestations qui ne permettra pas un entretien correct de l'herbe, ce qui entraînera la dégradation de la surface et la sensation d'abandon de l'aire ;
 2. Les murs de soutènement seront réalisés suivant les modalités définies par la lettre c) du cinquième alinéa de l'art.33, à savoir notamment sans chaperons en béton.
- 3) La variante non substantielle du PRGC en vigueur adoptée par la délibération du Conseil communal n° 27 du 18 août 2011 et se composant des documents techniques visés à ladite délibération, y compris le rapport mentionné au troisième alinéa du paragraphe 1 du chapitre 4 de l'annexe A de la délibération du Gouvernement régional n° 418/1999, est approuvée au sens du deuxième alinéa de l'art. 16 de la LR n° 11/1998 ;

- 4) di dare atto che la presente variante risulta coerente con il P.T.P.;
- 5) di dare atto che la variante non sostanziale al P.R.G. di cui trattasi e il vincolo preordinato all'esproprio assumeranno efficacia dalla data di pubblicazione della presente deliberazione sul B.U.R. (Bollettino Ufficiale della Regione);
- 6) di dare atto che la presente deliberazione, con gli atti della variante non sostanziale, dovrà essere trasmessa alla struttura regionale competente in materia di urbanistica nei successivi trenta giorni dalla data di pubblicazione sul B.U.R.;
- 7) di dichiarare che l'esecuzione della presente deliberazione deve essere garantita dal tecnico comunale STASI Gloria per la parte amministrativa.

Comune di LA SALLE. Deliberazione 27 febbraio 2012, n. 15.

Lavori di costruzione dell'impianto di depurazione e del tratto terminale del collettore fognario di adduzione a servizio della Comunità montana Valdigne-Mont-Blanc. Esame e pronuncia sulle osservazioni pervenute ed approvazione di variante non sostanziale al P.R.G.C. ai sensi dell'art. 16 della L.R. 11/98.

Omissis

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis

delibera

- di approvare quanto in premessa;
- di approvare, ai sensi e per gli effetti dell'art. 16, comma 2, della L.R. 11/1999 la variante urbanistica al PRG, adottata con deliberazione n. 24 del 21 ottobre 2011 composta dagli elaborati di cui alla stessa deliberazione relativa ai lavori di "Costruzione dell'impianto di depurazione delle acque reflue comprensoriale in Comune di LA SALLE al servizio della Comunità Montana Valdigne Mont Blanc";
- di dare atto che la presente variante risulta coerente con il P.T.P.;
- di dare atto che la variante non sostanziale al P.R.G. di cui trattasi assumerà efficacia dalla data di pubblicazione della presente deliberazione sul B.U.R. (Bollettino Ufficiale della Regione);
- di dare atto che la presente deliberazione, con gli atti della variante non sostanziale, dovrà essere trasmessa alla

- 4) La variante en cause n'est pas en contraste avec les dispositions du PTP;
- 5) La variante non sostanziale du PRGC en cause et la servitude préjudant à l'expropriation des biens nécessaires déploient leurs effets à compter de la date de publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région;
- 6) La présente délibération, assortie des actes de la variante non sostanziale en cause, est transmise à la structure régionale compétente en matière d'urbanisme dans les trente jours qui suivent sa publication au Bulletin officiel de la Région;
- 7) L'exécution de la présente délibération est confiée, pour ce qui est des aspects administratifs, à Mme Gloria STASI, technicienne communale.

Commune de LA SALLE. Délibération n° 15 du 27 février 2012,

portant examen des observations présentées et approbation de la variante non substantielle du PRGC en vigueur, relative aux travaux d'aménagement de la station d'épuration et du tronçon final du collecteur d'égouts y afférent destinés à desservir la Communauté de montagne Valdigne-Mont-Blanc, aux termes de l'art. 16 de la LR n° 11/1998.

Omissis

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

délibère

- Les considérations visées au préambule sont approuvées;
- La variante du PRGC en vigueur relative aux travaux d'aménagement dans la commune de LASALLE de la station d'épuration destinée à desservir la Communauté de montagne Valdigne-Mont-Blanc, adoptée par la délibération du Conseil communal n° 24 du 21 octobre 2010 et se composant des documents visés à ladite délibération, est approuvée au sens du deuxième alinéa de l'art. 16 de la LR n° 11/1998;
- La variante en cause n'est pas en contraste avec les dispositions du PTP;
- La variante non substantielle du PRGC en cause déploie ses effets à compter de la publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région;
- La présente délibération, assortie des actes de la variante non substantielle en cause, est transmise à la structure

- struttura regionale competente in materia di urbanistica nei successivi trenta giorni dalla data di pubblicazione sul B.U.R.;
- di dare atto che la procedura dettata dalla Legge Regionale n° 11/2004 e s.m.i. in materia espropriativi sarà espletata dalla Comunità Montana Valdigne-Mont-Blanc;
 - di richiedere che, per le altre fasi progettuali e per la realizzazione dell'opera, le scelte proposte dal progettista e dalla direzione lavori vengano concertate con l'Amministrazione Comunale e che un suo incaricato venga nominato a far parte della Commissione di valutazione del progetto stesso;
 - di dare atto che l'Amministrazione Comunale e la Comunità Montana Valdigne-Mont-Blanc intendono verificare il rispetto di tutte le garanzie da offrire alla popolazione affinché la realizzazione dell'impianto non crei inconvenienti ai residenti della zona;
 - di richiedere che il Comune di LA SALLE partecipi alla futura gestione dell'impianto, che venga assunto prioritariamente personale residente nel Comune stesso e che venga definita la destinazione finale dei fanghi.

Comune di PONTEY. Deliberazione 29 febbraio 2012, n. 6.

Variante non sostanziale al P.R.G.C. n. 22 relativa alla realizzazione di un percorso della salute attrezzato tra le località Épiney e Tsan-Fromenté. Esame delle osservazioni pervenute ai sensi dell'art. 16, comma 2, della L.R. 11/1998 e s.m.i. e approvazione definitiva.

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis

delibera

1. le premesse sopra esposte formano parte integrante e sostanziale del presente deliberato;
2. di approvare in via definitiva la variante non sostanziale n. 22 al P.R.G.C. relativa alla realizzazione di un percorso della salute attrezzato tra le località Épiney e Tsan-Fromenté, adottata con propria deliberazione n. 45 del 25 ottobre 2011;
3. di dare atto che la variante non sostanziale in argomento è coerente con le norme del P.T.P.;
4. di disporre, ai sensi dell'art. 16, comma 3, della legge regionale 6 aprile 1998, n. 11 e s.m.i., la pubblicazione del presente provvedimento sul Bollettino Ufficiale della Regione;

regionale compétente en matière d'urbanisme dans les trente jours qui suivent sa publication au Bulletin officiel de la Région;

- La procédure visée à la loi régionale n° 11/2004, modifiée et complétée, en matière d'expropriation est du ressort de la Communauté de montagne Valdigne-Mont-Blanc;
- Pour ce qui est des autres phases de conception et de réalisation du projet, il est demandé que les choix proposés par le concepteur et par le directeur des travaux soient discutés avec l'Administration communale et qu'un préposé de cette dernière fasse partie de la Commission d'évaluation dudit projet;
- L'Administration communale et la Communauté de montagne Valdigne-Mont-Blanc entendent contrôler le respect de tous les engagements pris afin que la réalisation de l'installation en cause ne crée aucun inconvénient aux résidents;
- Il est demandé que la Commune de LA SALLE participe à la gestion de l'installation, que le personnel de cette dernière soit prioritairement recruté parmi les résidents sur le territoire de ladite Commune et que la destination finale des boues d'épuration soit précisée.

Commune de PONTEY. Délibération n° 6 du 29 février 2012,

portant examen des observations présentées au sujet de la variante non substantielle n° 22 du PRGC, relative à la réalisation d'un parcours de santé équipé entre les hameaux d'Épiney et de Tsan-Fromenté, et approbation définitive de celle-ci, au sens du deuxième alinéa de l'art. 16 de la LR n° 11/1998 modifiée et complétée.

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

délibère

1. Le préambule fait partie intégrante et substantielle de la présente délibération;
2. La variante non substantielle n° 22 du PRGC adoptée par la délibération du Conseil communal n° 45 du 25 octobre 2011, relative à la réalisation d'un parcours de santé équipé entre les hameaux d'Épiney et de Tsan-Fromenté, est approuvée à titre définitif;
3. La variante non substantielle en cause n'est pas en contraste avec les prescriptions du PTP;
4. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 16 de la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998 modifiée et complétée, la présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région;

5. di dare atto che la variante non sostanziale al P.R.G.C. assumerà efficacia dalla data di pubblicazione della presente deliberazione nel Bollettino Ufficiale della Regione;
6. di disporre, ai sensi dell'art. 16, comma 3, della legge regionale 6 aprile 1998, n. 11, la trasmissione di copia della presente deliberazione, unitamente agli elaborati tecnici della variante approvata, alla struttura regionale competente in materia di urbanistica nei successivi trenta giorni dalla data di pubblicazione sul Bollettino Ufficiale della Regione.

Comune di PONTEY. Deliberazione 29 febbraio 2012, n. 7.

Variante non sostanziale al P.R.G.C. n. 23 relativa alla modifica dell'art. 56bis (zone Be) delle norme tecniche di attuazione del P.R.G.C. Esame delle osservazioni ai sensi dell'art. 16, comma 2, della L.R. 11/1998 e s.m.i. e approvazione definitiva.

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis

delibera

1. le premesse sopra esposte formano parte integrante e sostanziale del presente deliberato;
2. di approvare in via definitiva la variante non sostanziale n. 23 al P.R.G.C. relativa alla modifica dell'art. 56bis - *Zone Be* delle Norme Tecniche di Attuazione del P.R.G. comprendente gli atti predisposti dall'ufficio tecnico comunale, ad integrazione ed adeguamento della variante precedentemente adottata con deliberazione del Consiglio Comunale n. 50 del 30 novembre 2011, in conformità alle indicazioni contenute nelle osservazioni formulate dall'Assessorato regionale Territorio e Ambiente – Dipartimento Territorio e Ambiente – Direzione pianificazione territoriale, con nota del 1° febbraio 2012, prot. n. 1156/TA;
3. di dare atto che la nuova formulazione dell'articolo 56bis - *Zone Be* delle N.T.A. è quella riportata negli atti allegati, in copia, alla presente per farne parte integrante, approvati come al precedente punto 2;
4. di dare atto che la variante è coerente con il P.T.P. così come illustrato nel confronto tra le scelte della variante medesima e le norme per parti e settori del territorio - artt. 10-40 del PTP, predisposto dall'ufficio tecnico comunale, riportato negli atti di cui al precedente punto 2 e depositato in originale presso l'ufficio tecnico comunale;

5. La variante non sostanziale en cause déploie ses effets à compter de la date de publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région;
6. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 16 de la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998, la présente délibération, assortie des pièces techniques de la variante approuvée, est transmise à la structure régionale compétente en matière d'urbanisme dans les trente jours qui suivent la date de publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région.

Commune de PONTEY. Délibération n° 7 du 29 février 2012,

portant examen des observations au sens du deuxième alinéa de l'art. 16 de la LR n° 11/1998 modifiée et complétée et approbation définitive de la variante non substantielle n° 23 relative à la modification de l'art.56bis (Zone Be) des normes techniques d'application du PRGC.

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

délibère

1. Le préambule ci-dessus fait partie intégrante et substantielle de la présente délibération;
2. La variante non substantielle n° 23 du PRGC en vigueur – relative à la modification de l'art.56bis (*Zone Be*) des normes techniques d'application dudit plan et comprenant les actes établis par le Bureau technique de la Commune – est approuvée à titre définitif en tant que complément et actualisation de la variante adoptée par la délibération du Conseil communal n° 50 du 30 novembre 2011, compte tenu des observations exprimées par la Direction de la planification territoriale du Département du territoire et de l'environnement de l'Assessorat régional du territoire et de l'environnement dans sa lettre du 1^{er} février 2012, réf. n° 1156/TA;
3. La nouvelle version de l'art.56bis (*Zone Be*) des NTA figure aux actes approuvés au sens du point 2 ci-dessus et annexés à la présente délibération pour en faire partie intégrante;
4. La variante en cause n'est pas en contraste avec les dispositions du PTP, comme il appert du rapport du Bureau technique communal portant comparaison des options contenues dans ladite variante et des dispositions concernant les différents secteurs et parties de territoire (art. 10 à 40 du PTP), mentionné dans les actes visés au point 2 ci-dessus et déposé en original audit bureau;

- | | |
|--|--|
| <p>5. di disporre, ai sensi dell'art. 16, comma 3, della legge regionale 6 aprile 1998, n. 11, la pubblicazione del presente provvedimento sul Bollettino Ufficiale della Regione;</p> <p>6. di dare atto che la variante non sostanziale al P.R.G.C. assumerà efficacia dalla data di pubblicazione della presente deliberazione nel Bollettino Ufficiale della Regione;</p> <p>7. di disporre, ai sensi dell'art. 16, comma 3, della legge regionale 6 aprile 1998, n. 11, la trasmissione di copia della presente deliberazione, unitamente agli elaborati tecnici della variante approvata, alla struttura regionale competente in materia di urbanistica nei successivi trenta giorni dalla data di pubblicazione sul Bollettino Ufficiale della Regione.</p> | <p>5. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 16 de la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998, la présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région;</p> <p>6. La variante non substantielle du PRGC en cause déploie ses effets à compter de la date de publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région;</p> <p>7. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 16 de la LR n° 11/1998, la présente délibération, assortie des pièces techniques de la variante approuvée, est transmise à la structure régionale compétente en matière d'urbanisme dans les trente jours qui suivent sa publication au Bulletin officiel de la Région;</p> |
|--|--|

VARIANTE NON SOSTANZIALE AL P.R.G.C. N. 23 Art. 56 bis - Zone Be VIGENTE

1. Sottozona già completamente edificata destinata a usi ed attività produttive artigianali e industriali di interesse prevalentemente locale.
2. Be

“Parte generale

La sottozona Be01* è destinata esclusivamente ad attività produttive artigianali e industriali di interesse prevalentemente locale.

In dette sottozone, qualora vi fosse la necessità di stoccare temporaneamente all'aperto prodotti o materie prime, le aree interessate dovranno essere opportunamente schermate con alberature.”.

“Parte speciale

Nella sottozona Be01 si osservano i seguenti limiti urbanistici: Rapporto di copertura attuale

Altezza massima consentita attuale

Distanza dal confine 5 m. Distanza tra i fabbricati 10 m.

Sono ammesse destinazioni d'uso commerciale e direzionale inscindibilmente legate all'attività artigianale.

In ogni caso la superficie dedicata all'attività artigianale dovrà essere superiore al 50% della superficie dei fabbricati.

La superficie verde, in piano terra, deve essere minimo il 20% della superficie fondiaria detratta della superficie coperta.

La dotazione minima di parcheggio deve essere di 1 parcheggio ogni 50 m² di superficie lorda agibile di attività artigianale, direzionale e commerciale e di 2 posti auto per ogni unità abitativa di cui almeno 1 esterno. Non è ammissibile la realizzazione di volumi interrati.”.

VARIANTE NON SOSTANZIALE AL P.R.G.C. N. 23 Art. 56 bis - Zone Be MODIFICATO

1. Sottozona già completamente edificata destinata a usi ed attività produttive artigianali e industriali di interesse prevalentemente locale. *Sono, altresì, consentite attività di deposito e stoccaggio **temporaneo** di beni materiali destinati alla commercializzazione esclusivamente all'ingrosso. Legata inscindibilmente a tali destinazioni d'uso è possibile creare, **all'interno degli edifici esistenti collocati in aree a rischio inondazione minimo FC**, un unico ufficio per ogni attività con i relativi servizi igienici.*
2. Be

“Parte generale

La sottozona Be01* è destinata esclusivamente ad attività produttive artigianali e industriali di interesse prevalentemente locale. *Sono altresì consentite attività di deposito e stoccaggio **temporaneo** di beni materiali destinati alla commercializzazione esclusivamente all'ingrosso. Legato inscindibilmente a tali destinazioni d'uso è possibile creare, **all'interno degli edifici***

esistenti collocati in aree a rischio inondazione minimo FC, un unico ufficio per ogni attività con i relativi servizi igienici. Essendo la sottozona Be01* totalmente interessata da terreni a rischio di inondazioni di tipo FA, FB e FC, si applicano le disposizioni dell'art. 36 della L.R. 11/1998 e della DGR 2939/2008 per cui sarà necessario verificare la fattibilità delle opere future con la struttura regionale competente in materia di rischi idrogeologici.

In dette sottozone, qualora vi fosse la necessità di stoccare temporaneamente all'aperto prodotti o materie prime, le aree interessate dovranno essere opportunamente schermate con alberature.”.

“Parte speciale

Nella sottozona Be01* si osservano i seguenti limiti urbanistici: Rapporto di copertura attuale

Altezza massima consentita attuale

Distanza dal confine 5 m. Distanza tra i fabbricati 10 m.

Sono ammesse destinazioni d'uso commerciale e direzionale inscindibilmente legate all'attività artigianale.

Sono altresì consentite attività di deposito e stoccaggio **temporaneo** di beni materiali destinati alla commercializzazione esclusivamente all'ingrosso. Legato inscindibilmente a tali destinazioni d'uso è possibile creare, **all'interno degli edifici esistenti collocati in aree a rischio inondazione minimo FC**, un unico ufficio per ogni attività con i relativi servizi igienici.

Essendo la sottozona Be01* totalmente interessata da terreni a rischio di inondazioni di tipo FA, FB e FC, si applicano le disposizioni dell'art. 36 della L.R. 11/1998 e della DGR 2939/2008 per cui sarà necessario verificare la fattibilità delle opere future con la struttura regionale competente in materia di rischi idrogeologici.

In ogni caso la superficie dedicata all'attività artigianale dovrà essere superiore al 50% della superficie dei fabbricati. La superficie verde, in piano terra, deve essere minimo il 20% della superficie fondiaria detratta della superficie coperta.

La dotazione minima di parcheggio deve essere di 1 parcheggio ogni 50 m² di superficie lorda agibile di attività artigianale, direzionale e commerciale e di 2 posti auto per ogni unità abitativa di cui almeno 1 esterno. Non è ammissibile la realizzazione di volumi interrati.”.

Comune di VALTOURNENCHE. Deliberazione 29 febbraio 2012 n. 10.

Approvazione del piano delle alienazioni e valorizzazioni immobiliari ai sensi dell'art. 9 della L.R. 24/2009.

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis

delibera

Di approvare la variante non sostanziale all'attuale strumento urbanistico generale ed in particolare alle destinazioni d'uso così come indicate nelle Tabelle 1 (n.ri 1-2-3-4-5-6) e 2 (n.ri 1T - 2T), ai sensi dell'art. 16 della L.R. n. 11/1998;

Di trasmettere copia del presente atto di variante alla struttura regionale competente in materia urbanistica, dando atto che la variante assume efficacia con la pubblicazione, nel Bollettino Ufficiale della Regione della deliberazione consiliare di approvazione;

Di approvare il Piano delle Alienazioni e valorizzazioni immobiliari ai sensi dell'Art. 9 della L.R. 24/2009 rappresentato dalle Tabelle 1 e 2 allegate al presente atto per farne parte integrante e sostanziale;

Di dare altresì atto che:

- gli immobili di cui al citato Piano hanno effetto dichiarativo della proprietà, in assenza di precedenti trascrizioni, producono gli effetti previsti dall'Art. 2644 del Codice Civile, nonché effetti sostitutivi

Commune de VALTOURNENCHE. Délibération n° 10 du 29 février 2012,

portant approbation du Plan des aliénations et des valorisations immobilières au sens de l'art.9 de la loi régionale n° 24/2009.

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

délibère

La variante non substantielle du plan régulateur général concernant notamment les destinations visées aux tableaux 1 (n^{os} 1, 2, 3, 4, 5 et 6) et 2 (n^{os} 1T - 2T) est approuvée aux termes de l'art. 16 de la LR n° 11/1998;

Copie du présent acte est transmise à la structure régionale compétente en matière d'urbanisme; il est pris acte du fait que la variante en cause déploie ses effets à compter de la publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région;

Le Plan des aliénations et des valorisations immobilières, composé des tableaux 1 et 2 annexés à la présente délibération pour en faire partie intégrante et substantielle, est approuvé au sens de l'art. 9 de la loi régionale n° 24/2009;

Il est également donné acte du fait que :

- la mention des immeubles audit plan vaut déclaration de propriété, à défaut de transcriptions précédentes, produit les effets prévus à l'art. 2644 du code civil et tient lieu de l'inscription desdits biens au cadastre,

all'iscrizione del bene in catasto, fatte salve le conseguenti attività di trascrizione e voltura;

- contro l'iscrizione del bene negli elenchi è ammesso il ricorso amministrativo entro 60 giorni dalla pubblicazione della variante;

Di stabilire che eventuali integrazioni e/o rettifiche al Piano potranno essere apportate ogni qualvolta si renderanno necessarie, sempre con adozione di apposito provvedimento del Consiglio comunale, con conseguente variazione da apportare ai relativi bilanci ed allegati;

Di stabilire che i valori di vendita dei singoli immobili saranno quelli indicati nelle relative perizie di stima redatte da professionalità tecniche interne all'Ente o, nel caso di perizie particolarmente complesse, da professionisti esterni individuati con le modalità previste dalla vigente normativa;

Di demandare ai Funzionari dei competenti settori l'avvio di tutti i procedimenti atti a dare esecuzione al Piano in oggetto in relazione agli indirizzi ricevuti dalla Giunta comunale.

sans préjudice des formalités de transcription et d'inscription du transfert du droit de propriété qui s'en suivent;

- un recours administratif peut être introduit dans les 60 jours qui suivent la publication de la variante contre la mention d'un bien dans le plan en cause;

Le plan susmentionné peut être complété et/ou modifié par une délibération ad hoc du Conseil communal chaque fois que cela s'avère nécessaire, ce qui entraîne la rectification des annexes et des budgets y afférents;

La valeur de vente de chaque bien immeuble est indiquée dans les expertises d'estimation établies par les techniciens de la Commune ou, dans les cas particulièrement complexes, par des professionnels externes sélectionnés suivant les modalités prévues par les dispositions en vigueur;

Les fonctionnaires des structures compétentes sont chargés d'entamer toutes les procédures d'application du plan en cause, compte tenu des orientations formulées par la Junte communale.